

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/W/58

11 juillet 2001

(01-3472)

**Comité du budget, des finances
et de l'administration**

RAPPORT DES DIVISIONS SUR LEURS OBJECTIFS ET LEURS DÉPENSES

2000

TABLE DES MATIÈRES

Direction générale	3
Bureau du Directeur général	4
Groupe de travail du Secrétariat sur le Cadre intégré et les questions relatives aux PMA.....	5
Division de l'administration et des services généraux	9
Dépenses communes de l'OMC.....	14
Division des accessions.....	15
Division de l'agriculture et des produits de base.....	17
Division du Conseil	21
Division du développement	24
Division des relations extérieures	27
Division de la recherche et de l'analyse économiques.....	31
Division de l'informatique	34
Division de l'information et des relations avec les médias.....	37
Division de la propriété intellectuelle	42
Division des services linguistiques et de la documentation.....	47
Division des affaires juridiques.....	49
Division de l'accès aux marchés.....	54
Division des sessions ministérielles	60
Division des règles	63
Division des statistiques.....	68
Division de la coopération technique.....	73
Division des textiles	79
Organe de supervision des textiles.....	82
Division du commerce et de l'environnement.....	84
Division du commerce et des finances	88
Division de l'examen des politiques commerciales.....	90
Division de la formation	92
Division du commerce des services.....	95
Organe d'appel et son secrétariat	99

Direction générale

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 547 200	1 503 689	43 511
	Personnel temporaire	220 300	14 550	205 750
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	0	38 673	(38 673)
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	305 050	301 887	3 163
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	212 100	207 487	4 613
Total		2 284 650	2 066 286	218 364

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Bureau du Directeur général

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 064 300	1 063 958	342
	Personnel temporaire	2 000	95 980	(93 980)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	0	2 199	(2 199)
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	2 500	2 292	208
	Missions			
	Missions officielles	197 720	196 734	986
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception			
Total		1 266 520	1 361 163	(94 643)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

**Groupe de travail du Secrétariat sur le Cadre intégré et
les questions relatives aux PMA**

Activités entreprises en 2000 (juillet-décembre)

- i) Parmi les résultats de la journée de réflexion organisée en 2000, le Directeur général a annoncé (en mai 2000) l'établissement du Groupe de travail du Secrétariat sur le Cadre intégré et les questions relatives aux PMA. La note administrative proprement dite, à savoir l'"Avis au personnel" (Office 00/41), a été distribuée le 13 septembre 2000. Le mandat établi consistait à définir des orientations, présenter des recommandations à la Direction générale et mener des activités opérationnelles.
- ii) Le Groupe de travail du Secrétariat est véritablement entré en fonctions en juillet 2000, avec le transfert des cinq fonds d'affection spéciale suivants: i) Programme intégré conjoint d'assistance technique pour l'Afrique; ii) Danemark; iii) Pays-Bas; iv) Norvège et v) Suède.
- iii) Le Groupe de travail du Secrétariat a commencé à utiliser ces fonds d'affection spéciale en milieu d'année lorsqu'ils ont été transférés par le Directeur de la Division de la coopération technique (le 25 juillet 2000). Pendant cette période transitoire, les ressources des fonds d'affection spéciale ont quand même été utilisées dans *neuf domaines revêtant une importance stratégique dans les activités relatives à la fourniture de l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA et le renforcement des capacités humaines de ces pays*. Il s'agit des domaines suivants:
 - Meilleure compréhension des Accords de l'OMC par les autorités publiques et le secteur privé.
 - Meilleure connaissance des obligations et des possibilités découlant des Accords de l'OMC.
 - Soutien technique pour la mise en œuvre d'accords spécifiques (par exemple l'Accord sur l'évaluation en douane, etc.).
 - Soutien dans le domaine des accessions.
 - Activités liées au Cadre intégré.
 - Soutien dans le domaine des technologies de l'information: établissement de Centres de référence de l'OMC.
 - Intégration institutionnelle des pays sans représentation à Genève dans le système commercial multilatéral.
 - Négociations commerciales.
 - Cours annuel de politique commerciale de courte durée.

- iv) Les activités entreprises pendant la période allant de juillet à décembre 2000 dans les neuf domaines opérationnels prioritaires sont décrites dans les paragraphes ci-après consacrés aux cinq fonds d'affectation spéciale susmentionnés.

Fonds d'affectation spéciale du Programme intégré conjoint d'assistance technique pour l'Afrique (JITAP)

- Deux activités sous la forme d'ateliers régionaux (sur la mise en œuvre juridique des Accords de l'OMC en Ouganda et au Kenya).
- Un séminaire national sur l'évaluation en douane (Tanzanie).

Fonds d'affectation spéciale du Danemark

- Onze activités menées entre juillet 2000 et le 31 décembre 2000:
 - a) Deux mises en place de Centres de référence (Comores et Burkina Faso (Ambassade à Bruxelles)).
 - b) Cinq participations à des sommets régionaux: Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (ONU/CEA), Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA) et Organisation internationale de la francophonie (OIF).
 - c) Deux missions techniques sur l'accession et le Cadre intégré (Soudan, Cambodge).
 - d) Une participation aux sessions du Groupe de travail interorganisations (New York).
 - e) Un séminaire national en Ouganda

Fonds d'affectation spéciale de la Suède

- Neuf activités menées entre juillet 2000 et le 31 décembre 2000:
 - a) Quatre ateliers régionaux (agriculture, techniques de négociation) au Cameroun et au Népal.
 - b) Une mission technique (balance des paiements) au Bangladesh.
 - c) Une participation au Groupe de travail interorganisations (Canada).
 - d) Une participation à un sommet d'une organisation régionale (CEDEAO).
 - e) Une participation à une table ronde (Niger).
 - f) Une activité de financement: "Semaine de Genève" (initiative en faveur des pays sans représentation à Genève).

Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas

- Une activité menée entre juillet et décembre 2000:
 - a) Un séminaire régional sur les règles (Afrique du Sud).

Fonds d'affectation spéciale de la Norvège

- Douze activités menées entre juillet et décembre 2000:
 - a) Quatre séminaires nationaux consacrés notamment à des simulations de négociations commerciales et à l'accession (Éthiopie, Cambodge, Angola, Bhoutan).
 - b) Quatre missions techniques (Yémen, Samoa, États-Unis, Togo).
 - c) Deux activités y compris des tables rondes organisées par le Groupe de travail interorganisations (Bhoutan, Mauritanie).
 - d) Une activité de financement: troisième cours de politique commerciale de courte durée (Genève).
 - e) Une activité de financement: 17^{ème} cours sur le règlement des différends (Genève).

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

Les activités relatives à la fourniture d'une assistance technique s'inscrivent dans la durée. Bien que le Groupe de travail du Secrétariat n'ait véritablement exercé ses fonctions que pendant cinq mois en 2000 (de juillet à décembre) et que pour certains domaines et questions, ses travaux et ceux de la Division de la coopération technique et de la Division du développement se chevauchaient, plusieurs objectifs-clés ont été atteints, au moins en partie:

- **Premièrement**, le réexamen du Cadre intégré, qui avait débuté en novembre 1999, a été mené à bonne fin lors de la réunion des chefs de secrétariat des six organisations participantes, qui s'est tenue le 6 juillet 2000. L'effet positif de ce réexamen est pleinement apparu en 2001 (année qui n'est pas considérée dans le présent rapport).
- **Deuxièmement**, des missions de renforcement des capacités humaines ont été entreprises dans plusieurs pays comme il est indiqué dans la description des activités menées au titre des différents fonds d'affectation spéciale. Plusieurs PMA, y compris des Membres de l'OMC d'Asie et d'Afrique, ne connaissent pas suffisamment l'OMC. Un des sujets de préoccupation des PMA Membres et accédants a trait au besoin de savoir comment l'OMC (et ses accords) contribue à la réalisation de leurs objectifs de développement. Cette préoccupation n'a pas été pleinement prise en compte dans les activités d'assistance technique liée au commerce fournies en 2000. Néanmoins, comme on le verra dans le prochain rapport pour 2001, le Groupe de travail du Secrétariat a modifié le programme de ses séminaires et ateliers nationaux et régionaux pour y introduire un élément sur l'"intégration" des domaines d'action prioritaires en matière commerciale (chapitre consacré à la stratégie d'intégration du commerce) dans les plans de développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté des pays. Des efforts importants sont désormais déployés pour bien faire comprendre que la libéralisation et la réforme du commerce ne sont pas des politiques autonomes et qu'il leur faut des "politiques réglementaires et macro-économiques d'accompagnement" pour que l'on puisse obtenir tous les avantages qui en découlent.

- **Troisièmement**, l'accession est un enjeu majeur pour les PMA. Bien que des activités d'assistance technique et de soutien aient été menées en faveur du Cambodge, du Bhoutan, du Samoa et du Soudan, il n'est pas certain que le processus d'accession de ces pays ait progressé. L'enjeu ne consiste pas vraiment à apporter un soutien technique, mais plutôt à préciser les positions des Membres qui sont essentielles et décisives pour assurer l'aboutissement du processus d'accession des PMA. L'accession des PMA dépend moins de la fourniture d'une assistance technique que des demandes présentées par les Membres de l'OMC et des concessions que les pays accédants sont disposés à faire.
- **Quatrièmement**, le troisième cours de politique commerciale de courte durée destiné aux PMA, qui a eu lieu à Genève, a été un succès. Des vidéofilms des exposés présentés par des Directeurs/professionnels de l'OMC ont été réalisés et sont désormais utilisés dans les séminaires régionaux et nationaux (comme cela a été le cas lors du séminaire régional organisé pour les pays du Pacifique qui vient de s'achever).
- **Cinquièmement**, des séminaires consacrés en partie aux négociations commerciales ont été organisés. Il faut toutefois perfectionner ce volet pour lui donner un intérêt et une orientation particuliers pour les PMA. Des efforts supplémentaires devront être déployés en 2001.
- **Sixièmement**, l'intégration institutionnelle des Membres de l'OMC (et des autres) n'ayant pas de représentation à Genève a été une priorité stratégique. Plusieurs activités ont été entreprises dans ce domaine. La "Semaine de Genève" de 2000 a été brillamment organisée par la Division du développement, qui a bénéficié d'un soutien logistique et de ressources financières apportés par le Groupe de travail du Secrétariat et la Division de la coopération technique. Cette activité sera de nouveau organisée en 2001. Deux Centres de référence de l'OMC ont été mis en place aux Comores et au Burkina Faso. L'établissement et le maintien de Centres de référence de l'OMC est une réussite manifeste pour l'Organisation. L'objectif est de mener à bien l'établissement de ces centres dans les PMA dont la situation technologique et politique le permet.
- **Enfin**, des activités de promotion (améliorer la connaissance et la compréhension de l'OMC) sont sans cesse menées. Des efforts continueront d'être déployés dans ce domaine. L'on estime que l'établissement du Groupe de travail du Secrétariat en soi a contribué à donner aux PMA une meilleure image de l'OMC.

Division de l'administration et des services généraux

Division des finances et des services généraux

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	6 948 600	6 737 426	211 174
	Personnel temporaire	802 200	1 002 187	(199 987)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	668 200	779 857	(111 657)
	Matériel non durable	9 755	11 607	(1 852)
	Bureautique	314 765	175 200	139 565
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	19 100	18 697	403
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	854	146
Total		8 763 620	8 725 828	37 792

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du personnel

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 447 400	1 395 362	52 038
	Personnel temporaire	469 900	723 770	(253 870)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	5 000	4 998	2
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
	b) Bureautique	650	0	650
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	394 500	491 039	(96 539)
	Missions			
	Missions officielles	30 000	29 316	684
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	1 000	0
	Divers			
	Formation			
	Assurances			
	Organes des Nations Unies			
Total		2 348 450	2 645 485	(297 035)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'administration et des services généraux

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

La Division de l'administration et des services généraux, créée à la fin de janvier 2001 (OFFICE(01)/11), a repris toutes les fonctions des anciennes Division des finances et des services généraux et Division du personnel.

- i) Assurer le fonctionnement efficace des services pour a) toutes les questions financières, y compris l'élaboration du budget et le contrôle financier, la comptabilité et les états de paie, b) les questions logistiques en rapport avec les installations matérielles, et c) les missions et l'organisation des autres voyages:
- La Division s'est occupée de la trésorerie de l'Organisation et en a assuré le suivi, y compris en enregistrant au jour le jour toutes les opérations financières, et a procédé au paiement mensuel des traitements des quelque 500 membres du personnel, ainsi que des allocations de subsistance des fonctionnaires en mission.
 - La Division a remplacé des équipements, du mobilier ainsi que des fournitures de bureau lorsque cela a été nécessaire.
 - Le Centre William Rappard a été assuré et entretenu comme il se doit.
 - La Division a élaboré i) le Rapport budgétaire et financier du Directeur général pour 1999, ii) le Rapport des divisions sur leurs objectifs et leurs dépenses pour 1999 et iii) le Rapport sur les fonds extrabudgétaires pour 1999.
 - La Division a aidé les vérificateurs extérieurs des comptes de l'OMC à s'acquitter de leur tâche.
 - La Division a préparé les prévisions budgétaires pour 2001.
- ii) Surveiller le budget décentralisé ainsi que les fonds extrabudgétaires et fournir en temps opportun des renseignements aux divisions:
- La Division a veillé à ce que les dépenses du Secrétariat de l'OMC ainsi que de l'Organe d'appel et de son secrétariat soient effectuées conformément au budget approuvé par les Membres de l'OMC.
 - La Division a fait en sorte que les fonds extrabudgétaires soient administrés de la même façon que les fonds ordinaires.
 - La Division a établi chaque trimestre un rapport sur la situation budgétaire qui a été remis à toutes les divisions, et a donné des précisions à celles qui en ont fait la demande.

- iii) Assurer le bon fonctionnement administratif du Comité du budget, des finances et de l'administration:
- La Division a organisé onze réunions formelles et deux réunions informelles du Comité du budget, des finances et de l'administration, et a préparé les ordres du jour et les documents connexes à distribuer pour les réunions, ainsi que les rapports de ces réunions.
 - La Division a organisé i) quatre réunions du Groupe de travail du calcul des contributions à l'OMC mises à la charge des Membres, et ii) six réunions du Groupe de travail des donations non gouvernementales à l'OMC, et a préparé les documents connexes pour les réunions.
- iv) Aider le pays hôte à préparer la Conférence ministérielle de 2000:
- Aucune Conférence ministérielle n'a eu lieu en 2000.
- v) Pourvoir les postes devenus vacants:
- Vingt-huit postes ont été pourvus en 2000 (17 avis de vacance externes, onze avis de vacance internes).
 - Plusieurs postes de personnel de soutien au niveau des classes de début ont été pourvus par sélection directe.
- vi) Poursuivre l'élaboration et assurer la mise en œuvre de la politique en matière de personnel:
- La Division a élaboré une politique de rémunération en fonction du comportement professionnel, dont la mise en œuvre est prévue en 2002.
 - La Division a élaboré et mis en œuvre une politique d'amélioration de la diversité.
 - La Division a élaboré d'autres politiques en matière de personnel (promotion, mobilité, formation, recrutement); mise en œuvre dès 2001.
 - La Division a élaboré et mis en œuvre une politique en matière de stages.
- vii) Organiser et mettre en œuvre des programmes de formation à l'intention du personnel de l'OMC (formation en matière de gestion et autres types de formation – traitement électronique des données, langues):
- La formation fournie a été répartie de la façon suivante:

a) traitement électronique des données:	31 fonctionnaires
b) gestion/capacités:	25 fonctionnaires
c) cours de langues:	77 fonctionnaires

- viii) Administrer un effectif de 530 personnes de façon suivie – contrats, rémunération, développement de carrière, droits à prestations, sécurité sociale, cessation de service:
- Cet objectif a été réalisé de façon suivie. Quelques chiffres à titre d'exemple:

d)	contrats journaliers traités:	2 009
e)	contrats mensuels traités:	767
f)	nouveaux engagements (durée déterminée):	34
g)	cessation de service (durée déterminée/titre régulier):	17
h)	transferts (internes):	21
i)	consultants (accords spéciaux de service):	405
 - Six recours internes ont été traités.
- ix) Donner des conseils au personnel:
- Chaque semaine, la Division a fourni des conseils à dix à 20 membres du personnel, soit en personne, soit par téléphone/courrier électronique.
 - La Division a travaillé en collaboration étroite avec le Conseiller du personnel.
- x) Gérer un régime de traitements et de pensions propre à l'OMC:
- Les travaux relatifs à l'élaboration d'un système de prime au comportement professionnel ont été menés à bien, grâce à des consultations intensives, menées à la fois au niveau interne et avec les Membres.
 - Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC a tenu des réunions ordinaires tout au long de l'année afin d'apporter la touche finale à la mise en œuvre de la stratégie d'investissement, de choisir un actuaire-conseil, ainsi qu'une entreprise pour la sous-traitance des services de soutien.

Dépenses communes de l'OMC

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	22 271 100	20 729 657	1 543 443
	Personnel temporaire	115 200	85 494	29 706
B. Dépenses d'administration	Communications	1 613 000	1 755 865	(142 865)
	Bâtiments	2 454 500	2 438 480	16 020
	Matériel durable	936 800	857 510	79 290
	Matériel non durable	394 000	351 664	42 336
	Services contractuels			
	a) Reproduction	127 000	72 141	54 859
	b) Bureautique	0	550	(550)
	c) Autres	174 000	158 111	15 889
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	1 555 000	1 531 902	23 098
	Assurance			
	Missions			
	Missions officielles			
	Frais de représentation et de réception			
	Divers			
	Vérification extérieure des comptes	32 000	60 000	(28 000)
	Conférence ministérielle	400 000	400 000	0
	Dépenses imprévues	100 000		100 000
	CCI	14 199 900	14 167 300	32 600
	Groupe d'experts permanent	30 000	0	30 000
	Frais de banque, etc.	47 000	61 112	(14 112)
Total		44 451 500	42 669 786	1 781 714

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des accessions

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	958 300	923 036	35 264
	Personnel temporaire	6 500	317	6 183
B. Dépenses d'administration	Matériel durable			
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	325	675
	Divers			
Total		965 800	923 678	42 122

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des accessions

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Organiser et faciliter les négociations entre les Membres de l'OMC et les États et entités qui demandent leur accession à l'OMC en encourageant l'intégration de ces derniers dans le système commercial multilatéral grâce à la libéralisation effective de leurs régimes de commerce des biens et des services:
- Au total, 42 réunions de groupes de travail ont eu lieu.
 - Les processus d'accession de l'Albanie, d'Oman, de la Croatie et de la Lituanie ont été achevés. La Géorgie et la Jordanie ont procédé à la ratification.
 - Un grand nombre d'autres accessions sont sur le point d'être achevées (Arménie, Chine, Taipei chinois, Moldova et Vanuatu).
 - Certaines autres accessions, dont celles, notables, de la Fédération de Russie et de l'Arabie saoudite, ont progressé grâce à des consultations et négociations.
 - Les travaux de groupes de travail nouveaux et importants, comme pour le Cambodge, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Soudan ont commencé.
 - De nouveaux groupes de travail ont été créés pour l'accession du Cap-Vert et du Yémen.
 - Des missions techniques se sont rendues au Bhoutan, en Chine, à Oman, en Lituanie, en Fédération de Russie, au Soudan, au Viet Nam et au Yémen.
 - (Malgré une demande élevée habituelle d'assistance de la part des gouvernements de pays accédants, le nombre de missions a encore dû être limité, notamment au cours du premier semestre de 2000, étant donné que le nombre considérable de réunions d'accession ne permettait pas au personnel réduit de la Division de quitter Genève. Une fois encore, les contraintes financières importantes ont pesé gravement sur la réponse donnée aux demandes d'assistance technique.)
- ii) Faire fonction de point central dans les efforts déployés collectivement par les Membres de l'OMC pour mettre en place un système commercial multilatéral ouvert et libéral, doté d'un champ et d'une portée plus étendus:
- Le Groupe informel des accessions a tenu neuf réunions afin de préparer les réunions des groupes de travail. Un calendrier unifié des réunions en matière d'accessions a été soumis aux Membres pour approbation. La préparation de ce processus nécessite des consultations avec les Membres et les gouvernements de pays accédants de façon quasi quotidienne.
 - Les Membres de l'OMC ont régulièrement exprimé leur satisfaction au sujet de la coordination et de l'organisation des travaux en matière d'accessions, ainsi qu'au sujet des progrès concrets accomplis dans les processus individuels d'accession.

Division de l'agriculture et des produits de base

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 821 400	1 787 107	34 293
	Personnel temporaire	2 000	29 883	(27 883)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	5 800	4 910	890
	Matériel non durable	0	50	(50)
	Services contractuels	650	757	(107)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	33 420	33 335	85
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception			
Total		1 863 270	1 856 042	7 228

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'agriculture et des produits de base

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Apporter une assistance effective, si besoin est et selon qu'il conviendra, pour toutes les questions relatives à de nouvelles négociations sur l'agriculture:
 - Dans le cadre des négociations sur la poursuite du processus de réforme au titre de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, qui ont commencé en mars 2000, la Division a assuré le secrétariat de quatre sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture. Parmi les travaux correspondants figurait une large gamme d'activités, y compris des conseils fréquemment fournis au Président et aux délégations sur des questions de procédure et de fonds, le traitement et la distribution de près de 100 documents de travail élaborés par les Membres, l'élaboration de quatre rapports sur les sessions extraordinaires, la préparation des rapports du Président au Conseil général, la participation aux consultations informelles, etc. En outre, la Division a élaboré 24 notes d'information portant sur un large éventail de questions dans le domaine de l'accès aux marchés, du soutien interne, de la concurrence à l'exportation, des résultats commerciaux, etc.
- ii) Contribuer activement à la mise en œuvre effective des règles et des engagements en vigueur découlant des instruments de l'OMC en ce qui concerne l'agriculture, aider à améliorer la qualité de leur mise en œuvre, faire en sorte que les travaux du Comité de l'agriculture dans tous les domaines, y compris en particulier le processus d'examen multilatéral des engagements, soient organisés et réalisés de manière efficace:
 - En 2000, la Division a assuré, en coopération étroite avec le Président, le secrétariat de quatre réunions ordinaires du Comité de l'agriculture. La Division a notamment mené les activités suivantes: conseils au Président/Vice-Président et aux délégations au sujet de tous les aspects des travaux du Comité; élaboration d'une note d'information du Secrétariat aux fins des consultations au titre de l'article 18:5; traitement et publication de 228 notifications en matière d'agriculture présentées par les Membres; préparation de 12 documents de salle, d'une série d'autres documents concernant le Comité, ainsi que de quatre rapports du Comité; rédaction de déclarations du Président; élaboration du rapport annuel du Comité; nombreuses consultations informelles avec les délégations, etc. La Division a participé et contribué aux travaux sur la mise en œuvre liés à l'Accord sur l'agriculture qui ont été menés en 2000, sous les auspices du Conseil général.
- iii) Contribuer activement à la mise en œuvre effective de l'Accord SPS:
 - La Division a assuré le secrétariat de trois réunions formelles du Comité SPS, de cinq réunions informelles et d'un atelier spécial sur l'application de l'analyse des risques dans le contexte de l'Accord SPS. La Division a, entre autres, élaboré les directives relatives à l'article 5:5 qui ont été adoptées par le Comité SPS en juin 2000, ainsi qu'une compilation de toutes les questions SPS qui ont été examinées par le Comité SPS depuis 1995. La Division a également élaboré une typologie des besoins des pays en développement en matière d'assistance technique, ainsi qu'une note d'information sur l'équivalence (article 4), en réponse aux préoccupations en matière de mise en œuvre exprimées au Comité SPS et au Conseil général. La Division a préparé d'autres documents, y compris le texte d'un CD-ROM de formation interactif

sur l'Accord SPS, une présentation détaillée et des diapositives au sujet de l'analyse des risques, des compilations de réponses au questionnaire sur l'assistance technique pour les pays en développement et au sujet des sites Internet liés aux mesures SPS, 360 notifications SPS et de nombreux autres documents du Comité.

- iv) Soutenir, le cas échéant, la mise en œuvre de la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires:
- La Division a appuyé l'exercice annuel de surveillance de la mise en œuvre de la Décision par le Comité de l'agriculture, notamment en mettant à jour les documents qui ont servi de base à cet exercice concernant les mesures prises en vue de mettre en œuvre la Décision. À plusieurs reprises, la Division a donné des conseils aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires au sujet de la mise en œuvre de la Décision, y compris dans le cadre des travaux sur la mise en œuvre menés sous les auspices du Conseil général.
- v) Fournir des services efficaces en ce qui concerne le règlement des différends:
- La Division a fourni le secrétariat et une assistance aux groupes spéciaux dans les affaires suivantes: Corée – Bœuf (plaintes déposées par les États-Unis et l'Australie), Australie – Saumon (recours par le Canada à l'article 21:5), CE – Bananes (recours par les CE à l'article 22:6). Elle a également fourni une assistance au Groupe spécial dans l'affaire États-Unis – Sociétés de ventes à l'étranger (plainte déposée par les CE).
- vi) Apporter une assistance et une coopération techniques:
- La Division a répondu à de nombreuses demandes spécifiques émanant de délégations à Genève et des administrations centrales en matière d'assistance technique, par exemple en ce qui concerne l'élaboration des notifications au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SPS, des problèmes de mise en œuvre, des explications concernant certaines dispositions de l'OMC, les procédures à l'OMC, des renseignements en matière d'accès aux marchés et de subventions, les documents relatifs à l'accession, etc. La Division a fait sept exposés dans le cadre des cours de politique commerciale de l'OMC. L'intérêt manifesté par les participants pour les questions relatives à l'agriculture a été tel qu'il a été nécessaire d'augmenter d'un jour et demi à deux jours le temps consacré à l'agriculture et aux questions SPS. La Division a procédé ou participé à 45 missions d'assistance technique en Asie, en Afrique et en Amérique latine (séminaires et ateliers nationaux ou régionaux), ce qui a également nécessité l'élaboration de matériel didactique et d'outils de présentation spécialement conçus.
- vii) Soutenir la direction générale et les autres divisions:
- Comme chaque année, d'importantes ressources ont dû être consacrées au soutien apporté à la direction générale et aux travaux des autres divisions (exposés, contributions de fonds aux documents préparés par les autres divisions, observations, questions administratives, etc.).

viii) Coopérer avec d'autres organisations internationales et avec le secteur privé:

- Tout au long de l'année, la Division a répondu à des demandes d'information, etc., émanant d'autres organisations internationales et du secteur privé. Elle a participé à 27 réunions, conférences ou ateliers internationaux, au cours desquels elle a fait des interventions (70 invitations ont dû être déclinées, souvent en raison d'un manque de personnel, plutôt qu'en raison d'un manque d'intérêt).

Division du Conseil

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	959 300	959 295	5
	Personnel temporaire	4 000	9 335	(5 335)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	9 600	9 914	(314)
	Matériel non durable	0	50	(50)
	Services contractuels	2 400	2 505	(105)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	646	354
Total		976 300	981 745	(5 445)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du Conseil

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Assurer la gestion efficace du Conseil général et de l'Organe de règlement des différends:
- En 2000, le Conseil général a tenu sept réunions formelles et 20 réunions informelles, ainsi que des consultations.
 - L'ORD a tenu 23 réunions formelles et trois réunions informelles.
 - La préparation des réunions a consisté à: préparer les ordres du jour des réunions, en collaboration avec les Présidents, les délégations et les divisions concernées; rédiger les notes des Présidents pour les réunions; surveiller les événements à l'OMC présentant un intérêt pour le Conseil général et l'Organe de règlement des différends; organiser les réunions informelles et consultations.
 - Le suivi des réunions a consisté à: élaborer les comptes rendus; organiser des consultations informelles sur des sujets spécifiques, selon les besoins; travailler en coordination avec les divisions concernées pour le suivi des réunions, selon les besoins.
 - La Division du Conseil a travaillé en coordination avec les divisions concernées pour la présentation des rapports des organes de l'OMC, dans le cadre de l'examen des activités de l'OMC effectué à la réunion de fin d'année du Conseil général, en décembre 2000.
- ii) Fournir des conseils et une assistance technique aux délégations qui le demandent sur des points précis relevant de la compétence du Conseil général ou de l'ORD:
- Des conseils et une assistance technique ont été fournis lorsque la demande en a été faite, tout au long de l'année.
- iii) Assurer l'application du règlement intérieur et fournir des informations et des précisions sur ce règlement au Conseil général et à l'ORD:
- Le règlement intérieur a été appliqué aux travaux du Conseil général et de l'ORD, et la Division a fourni des informations et des précisions sur ce règlement aux délégations et aux divisions concernées qui en ont fait la demande.
- iv) Surveiller et maintenir à jour la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux pour l'ORD:
- La liste indicative a été régulièrement mise à jour, avec les noms proposés par les Membres et approuvés par l'ORD.

- v) Coordonner la mise en distribution générale des documents de l'OMC:
- La Division a continué à coordonner la mise en distribution générale des documents de l'OMC et a participé à la mise en place de la section de mise en distribution générale de la nouvelle base de documents de l'OMC.
- vi) Assembler les volumes annuels de la série IBDD (Instruments de base et documents divers):
- La série IBDD de 1999 est en cours d'achèvement, en consultation avec les divisions concernées.

Division du développement

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 044 200	1 039 958	4 242
	Personnel temporaire	11 000	37 133	(26 133)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	8 250	6 073	2 177
	Matériel non durable	0	140	(140)
	Services contractuels	0	1 659	(1 659)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	15 000	14 324	676
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	878	122
Total		1 079 450	1 100 165	(20 715)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du développement

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- La Division du développement est chargée de l'ensemble des questions relatives au développement au sein de l'OMC, des travaux en cours au Comité du commerce et du développement et au Comité des accords commerciaux régionaux, des relations avec tous les pays en développement à l'exception des PMA, ainsi que des activités à l'intention des pays n'ayant pas de mission permanente à Genève, y compris l'élaboration de notes d'information régulières sur les activités de l'OMC et la deuxième Semaine de Genève, qui s'est tenue en octobre 2000. La Division a également procédé à une évaluation des besoins des petites délégations à Genève ayant des problèmes de capacité et a élaboré des solutions pour y répondre.
- Le Comité du commerce et du développement a tenu quatre sessions formelles en 2000. Les principales questions abordées par le Comité ont été les suivantes: i) traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement; ii) participation des pays en développement au commerce mondial; iii) mise en œuvre des Accords de l'OMC; iv) coopération technique et formation; v) préoccupations et problèmes des petites économies; vi) dimension développement du commerce électronique; vii) accès aux marchés pour les pays les moins avancés; viii) Système généralisé de préférences: notifications; ix) accords commerciaux régionaux: notifications au titre de la Clause d'habilitation; x) financement du développement: contribution à la Réunion de haut niveau des Nations Unies; et xi) programme de travail pour 2001. Le Comité a tenu deux sessions informelles en janvier et octobre 2000, cette dernière ayant porté sur le commerce électronique en relation avec les exposés faits au cours de la deuxième "Semaine de Genève" à l'intention des pays Membres n'ayant pas de mission permanente à Genève et des observateurs.
- Trois séminaires ont été organisés sous les auspices du Comité sur les thèmes suivants: traitement spécial et différencié, mise en œuvre des Accords de l'OMC et petites économies. Ces séminaires ont pour principal intérêt de favoriser un débat ouvert entre les délégations Membres et les experts venus de l'extérieur, débat qui a été utile pour les travaux du Comité lui-même. De plus, deux Journées de réflexion sur la coopération technique ont été organisées en juillet, dans le cadre de la supervision par le Comité des activités de coopération technique de l'OMC. Des notes d'information ont été élaborées au sujet de la participation des pays en développement dans le commerce international et du traitement spécial et différencié.
- La deuxième Semaine de Genève à l'intention des pays n'ayant pas de mission permanente à Genève a été considérée comme un succès par les délégations qui y ont participé. Cette Semaine a été composée de séances d'information par les Présidents de Comités et le personnel du Secrétariat, ainsi que de séances de formation pratique à l'informatique. Les pays Membres sans mission permanente et les observateurs ont également continué à bénéficier de notes régulières d'information préparées par la Division.
- La Division a continué de travailler avec le Comité des accords commerciaux régionaux, à la fois pour l'élaboration de rapports sur certains accords et pour des questions systémiques. En 2000, le Comité a tenu trois sessions, au cours desquelles

des réunions ont été consacrées à l'examen d'accords commerciaux régionaux précis et à la discussion de questions d'ordre systémique et général. Des consultations informelles ont également été tenues en vue de faire converger les positions quant aux rapports du Comité sur l'examen des accords. Le Président et le Secrétariat ont déployé des efforts considérables pour définir des procédures permettant de parvenir à un accord et de conclure l'examen des accords commerciaux régionaux, mais ceux-ci ont été entravés par les difficultés rencontrées par le Comité quant au fond et à la forme des conclusions à tirer. Deux documents d'information ont aussi été préparés par le Secrétariat et distribués au Comité: *Synopsis des "questions systémiques" relatives aux accords commerciaux régionaux* et *Informations de base sur les accords commerciaux régionaux – Accords notifiés au GATT/à l'OMC et en vigueur au 14 juillet 2000*. De plus, le Secrétariat a préparé un document sur la cartographie des accords commerciaux régionaux, qui donne un aperçu de l'augmentation rapide du nombre d'accords commerciaux qui tissent un réseau de relations aux niveaux sous-régional, régional et interrégional. Au 31 juillet 2000, l'étude recensait 172 accords commerciaux régionaux, un chiffre qui devrait augmenter jusqu'à 240 cinq ans plus tard, malgré une consolidation importante de certains accords au cours de cette même période.

- Les membres de la Division ont participé à diverses missions de coopération technique, y compris la Réunion ministérielle de l'OMC pour les pays africains, qui s'est tenue à Libreville au Gabon. Ils ont également fait partie de délégations de l'OMC à des réunions d'autres organisations notamment la CNUCED X, le Sommet du Sud, les réunions annuelles de la CESAP de l'ONU et de la Banque asiatique de développement. Les membres de la Division ont régulièrement dirigé des séances de formation dans le cadre des cours de formation ordinaires de l'OMC et des cours de formation de courte durée à l'intention des PMA, ainsi qu'avec l'Institut mixte de Vienne. Les membres de la Division ont publié différents articles dans des journaux, organisé des réunions sur les questions relatives au développement avec des représentants des gouvernements nationaux, des organisations internationales et des ONG, et ont participé aux conférences relatives au développement qui se sont tenues au cours de l'année.

Division des relations extérieures

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	874 400	806 826	67 574
	Personnel temporaire	67 600	100 868	(33 268)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	3 600	2 438	1 162
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	22 000	21 963	37
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	785	215
	ONU et autres organes et organisations			
Total		968 600	932 880	35 720

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des relations extérieures

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

i) Relations avec les organisations intergouvernementales:

- La Division des relations extérieures a entretenu des relations régulières avec les OIG, ce qui est essentiel pour la participation aux réunions organisées par les autres OIG, notamment avec les organisations du système des Nations Unies et l'OCDE. Il s'est notamment agi de préparer et de participer aux réunions suivantes:
 - a) Comité des échanges de l'OCDE.
 - b) Comité administratif de coordination des Nations Unies.
 - c) Débat de haut niveau de l'ECOSOC des Nations Unies.
 - d) Commission des droits de l'homme des Nations Unies et le processus préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme.
- La Division des relations extérieures a présidé l'équipe spéciale chargée de la communication avec les organisations intergouvernementales et les parlementaires, qui a été à l'origine de la formulation d'un ensemble de conclusions et de recommandations au Directeur général. Sur la base de ces conclusions, la Division des relations extérieures a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau du Secrétaire général des Nations Unies afin de créer des liens informels solides, sur lesquels le Directeur général a été en mesure de compter.
- En 2000, la Division des relations extérieures a également continué à travailler avec certaines délégations afin de trouver une solution au problème, toujours en suspens, du statut d'observateur des OIG.
- Le nombre de visites et de réunions avec les représentants d'OIG a continué d'augmenter en 2000, de plus en plus d'OIG souhaitant demander le statut d'observateur.

ii) Relations avec les organisations non gouvernementales:

- "Continuer d'organiser et développer le dialogue avec la société civile et ses diverses composantes."
- Les visites et les réunions étant le moyen le plus important d'organiser et de développer le dialogue avec la société civile, elles sont mentionnées dans le cadre de l'objectif i).
 - a) Équipe spéciale chargée de la communication avec le public: la Division a présidé diverses équipes spéciales chargées de la communication avec les ONG, ce qui a conduit à l'élaboration d'un ensemble de conclusions et de recommandations.

- b) La Division a préparé et/ou participé à de nombreuses réunions entre le Directeur général et les ONG, à Genève comme à l'étranger.
 - c) La Division a organisé des visites/réunions de représentants et de groupes d'ONG à l'OMC: environ 70 à 80 visites ont eu lieu, à la fois au niveau bilatéral et au niveau des représentants officiels du Secrétariat. Dans ce chiffre ne sont pas nécessairement pris en compte les contacts avec les autres divisions du Secrétariat, ou les visites auprès de celles-ci.
 - d) Séances d'information à l'intention des ONG: huit séances d'information ont été organisées, principalement en rapport avec le débat relatif à la mise en œuvre et à la transparence interne/externe dans le cadre du Conseil général.
 - e) Séminaires: la Division a participé à environ 20 séminaires/ateliers/symposiums. Dans ce chiffre, il n'est pas tenu compte de la participation d'autres membres du Secrétariat à des réunions similaires.
 - f) Communication: depuis avril 2000, un bulletin mensuel à l'intention des ONG est publié par voie électronique. Le nombre d'abonnements est passé d'environ 400 à plus de 1 300 à la fin de 2000, et devrait continuer d'augmenter régulièrement en 2001.
- "Continuer, par divers moyens, y compris des visites au Secrétariat, de fournir des informations."

Des informations sont fournies par le biais des activités énumérées au i), notamment grâce à des visites et au bulletin à l'intention des ONG. En outre, le site Internet de l'OMC a été remodelé, y compris les pages d'information à l'intention des ONG. Il est désormais possible de télécharger, entre autres, des notes d'information des ONG, et d'utiliser un système de discussion interactif et en ligne.

- a) Nombreux contacts quotidiens: transmission d'informations avec les ONG par courrier électronique, téléphone et fax.

iii) Relations avec les Parlements et les parlementaires:

- La Division a travaillé en collaboration étroite avec l'Union interparlementaire et le Parlement européen afin d'organiser une réunion parlementaire au sujet de l'OMC en 2001. Grâce à ces travaux:
 - a) L'UIP tiendra un atelier parlementaire sur l'OMC les 8 et 9 juin 2001.
 - b) Le Parlement européen organisera un séminaire le 10 avril 2001.
- Tout au long de l'année, des visites à l'OMC ont été organisées à l'intention de nombreuses délégations parlementaires.
- Depuis avril 2000, un bulletin parlementaire mensuel sous forme électronique est adressé aux parlementaires de tous les pays Membres ou observateurs à l'OMC, ainsi qu'aux assemblées/organisations parlementaires internationales et régionales et aux parties politiques internationales.

iv) Protocole:

- La Division s'occupe des relations officielles avec les Membres, y compris le pays hôte, et reçoit à ce titre tous les renseignements concernant les mouvements dans les missions. La Division a publié en 2000 deux éditions du Répertoire (2 500 exemplaires distribués pour chaque édition).

v) Service de la correspondance et des dossiers:

- Étant donné l'intérêt croissant pour les questions relatives à l'OMC, il n'est pas surprenant que la charge de travail du Service ait continué d'augmenter.
- Le Système d'automatisation du service a continué d'être élaboré. Le Service enregistre automatiquement toute correspondance officielle entrante ou sortante. De nouvelles phases du Système d'automatisation sont en cours, et notamment l'utilisation de scanners.

Division de la recherche et de l'analyse économiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 359 000	1 172 005	186 995
	Personnel temporaire	20 000	129 546	(109 546)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	9 200	10 312	(1 112)
	Matériel non durable	720	0	720
	Services contractuels	3 650	757	2 893
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	16 800	16 044	756
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	216	784
	Divers			
	GTAP/Opérations de parrainage			
	Autres	0	1 400	(1 400)
Total		1 410 370	1 330 280	80 090

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la recherche et de l'analyse économiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Produire des publications annuelles périodiques, y compris des parties-clés du rapport annuel:
 - Publications et documents annuels:
 - a) Rapport annuel 2000
 - b) Aperçu de l'évolution des échanges commerciaux dans les Statistiques du commerce international pour 2000
 - c) Communiqués de presse et conférences de presse en avril et novembre 2000, fournissant une évaluation de l'évolution des échanges en 1999 et 2000. La couverture médiatique de ces deux événements a été très bonne.
 - d) Dossier spécial "Commerce, disparité des revenus et pauvreté". Ce dossier a été présenté avant le Sommet social des Nations Unies en juin 2000.
 - e) Plusieurs articles portant sur des sujets liés au commerce ont été publiés dans des journaux spécialisés ou dans des livres en dehors de l'OMC.
- ii) Effectuer des travaux de recherche et d'analyse économiques à l'appui des activités opérationnelles de l'OMC, et notamment suivre l'actualité économique et en rendre compte:
 - Soutien opérationnel:
 - a) Rédaction d'exposés pour le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints sur des questions liées au commerce, comme les analyses économiques par pays; publications d'autres organisations internationales, gouvernements et/ou institutions privées et rapports sur les questions et la situation économique actuelles.
 - b) Participation à 16 missions différentes de la Division de la coopération technique dans les pays en développement et pays les moins avancés.
 - c) Organisation de sept séminaires économiques internes, dirigés par d'éminents spécialistes, à l'intention des membres des missions et du personnel.
 - d) Libreville 2000: la Division a délégué un conseiller technique pour l'atelier sur le thème 9 concernant le renforcement des capacités d'exportation et l'accès aux marchés. La Division a présenté un document intitulé "Accès des exportations et renforcement des capacités d'exportation pour les PMA: perspectives de politique économique et commerciale".

iii) Réaliser des activités liées à la coopération avec d'autres organisations internationales et avec les milieux universitaires par des **conférences, des séminaires et des stages**:

- Organisations internationales et autres institutions:
 - a) Participation à des réunions, conférences et ateliers conjoints (Banque mondiale, FMI, CNUCED, OCDE).
 - b) Présentation de six exposés à l'Institut mixte de Vienne.
 - c) Participation au Groupe de travail international sur la gestion des risques liés aux produits de base dans les pays en développement, au Consortium du GTAP, au Projet Link et au Régime des pensions de l'OMC.
 - d) Présentation de documents et d'exposés: PNUD, Koweït; Cours de politique commerciale BDI/OMC à Ouagadougou; Varsovie (élargissement de l'Union européenne); American College, Leysin, Suisse; London Business School, Londres; Regional International Trade Lawyers, Le Caire; deuxième Conférence annuelle de la Banque mondiale sur les pays en développement, Paris; Séminaire régional, Douala; Conférence sur le régionalisme dans les pays de l'Union européenne, Bratislava; Institut de la Banque asiatique de développement, Symposium sur les modèles différents de développement et la lutte contre la pauvreté, Tokyo.

iv) Préparer des projets spéciaux de recherche sur les grandes questions de politique générale dans le domaine du commerce international:

- Projets spéciaux:
 - a) "Market Access: Unfinished Business – Post-Uruguay Round Inventory and Issues", à paraître en mars 2001. Cette étude montre quelle est la situation actuelle en matière d'accès aux marchés et contribue à la préparation des négociations futures.
 - b) Une étude exposant à nouveau les avantages qui découlent du commerce et de la libéralisation des échanges (en tenant compte des débats théoriques les plus récentes en la matière) sera prête à être publiée en mars/avril 2001.
 - c) Quatre dossiers spéciaux supplémentaires sont en préparation: les consommateurs et la libéralisation des échanges; les coûts de l'ajustement et la libéralisation des échanges; la facilitation du commerce et le régionalisme.

Division de l'informatique

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	2 005 900	1 848 095	157 805
	Personnel temporaire	1 335 500	1 274 344	61 156
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	1 108 800	944 663	164 137
	Matériel non durable	145 245	142 830	2 415
	Services contractuels	1 665 155	1 798 363	(133 208)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	9 500	12 780	(3 280)
	Missions			
	Missions officielles	10 000	8 645	1 355
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception			
	Divers			
Total		6 280 100	6 029 720	250 380

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'informatique

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Assurer le fonctionnement efficace de l'infrastructure informatique ainsi que l'appui nécessaire pour répondre aux besoins des Membres et du Secrétariat:
- Il s'agit là d'une part importante du travail quotidien de la Division.
 - L'infrastructure du réseau a été remodelée de façon à remplacer l'ancienne technologie, qui avait été installée en 1989. Ce travail essentiel a été accompli de façon transparente et sans causer de perturbation pour le personnel.
 - La disponibilité du réseau et des autres services en ligne a été très élevée, grâce à un entretien actif et constant.
 - Le helpdesk a traité environ 7 000 appels d'utilisateurs.
 - Comme d'habitude, l'entretien du réseau et des services essentiels est effectué en dehors des heures de travail afin de limiter les pertes de productivité.
- ii) Mettre en œuvre la politique en matière de sécurité informatique pour protéger l'Organisation des risques inhérents:
- La politique en matière de sécurité informatique a été mise à jour. Elle a été approuvée par le Directeur général et distribuée à tous les membres du personnel.
 - La sécurité du réseau, du courrier électronique et des sites Web de l'OMC est constamment améliorée afin de les protéger contre les piratages de plus en plus fréquents et la prolifération de virus. Des procédures de surveillance additionnelles (manuelles et automatiques) sont appliquées lors d'événements importants (Conférences ministérielles de l'OMC, Forum de Davos, réunions de la Banque mondiale, etc.). À ce jour, toutes les tentatives de piratage ont échoué, mais la sécurité doit être renforcée car les pirates ne cessent d'avoir recours à de nouvelles tactiques.
 - Cependant, la mise en œuvre intégrale et effective de la politique en matière de sécurité informatique est encore tributaire du recrutement d'un responsable de la sécurité du système informatique.
- iii) Renforcer les services et les procédures informatiques relatifs à la diffusion des informations, des bases de données et de la documentation concernant l'OMC auprès des Membres et du public afin de répondre à l'augmentation importante de données produites à l'OMC, ainsi qu'à l'accroissement exponentiel des demandes et des accès en ligne.
- Le site Web de l'OMC a été remodelé avec succès. La Division de l'informatique a fourni l'assistance nécessaire à la Division de l'information et des relations avec les médias, responsable du contenu de ce site.

- Le nouveau système de documents en ligne a été élaboré. Il s'agissait d'un projet mené conjointement par la Division de l'informatique et la Division des services linguistiques et de la documentation, responsables du contenu.
 - La base de données sur le commerce des services a été mise à disposition des Membres via Internet.
 - Un système mondial de sites miroirs utilisant la technologie de mémoire cache a été mis en place pour le site Web de l'OMC, ce qui a permis un gain de rapidité pour l'accès aux informations requises. Des essais ont également commencé pour la création d'un site miroir du site Web de l'OMC à l'Université Cornell.
 - La Division a continué à apporter une assistance pour la création des Centres de référence de l'OMC.
 - La Division a entrepris l'étude d'un projet visant à améliorer l'accès à Internet pour les missions permanentes à l'OMC basées à Genève. Ce projet a été gelé en raison du manque de ressources financières.
 - La Division a mis à l'étude un projet visant à fournir l'accès Internet à certains PMA utilisant les services d'un fournisseur mondial d'accès à Internet. Ce projet dépend de la disponibilité des fonds.
- iv) Travailler conjointement avec les autres divisions pour les aider à mener à bien la réorganisation de leurs processus de travail en introduisant des services informatiques supplémentaires pour faire face aux nouvelles tâches et à l'accroissement de l'activité:
- Il s'agit là d'un travail permanent.
 - Des changements supplémentaires seront apportés avec le passage à Windows 2000 et Office 2000.
 - L'objectif visé est d'automatiser davantage de processus de travail et de réduire les besoins en matière d'entretien et de formation grâce à des interfaces Web conviviales.
- v) Élaborer le nouveau plan informatique:
- Le Directeur général a créé une équipe spéciale chargée de l'informatique qui a formulé plusieurs recommandations qui seront mises en œuvre en 2001, conformément au budget informatique adopté.
 - Un nouveau plan informatique sera élaboré après le passage à Windows 2000 et Office 2000 ou Office 10 (ce qui créera de nouvelles possibilités). Toutefois, étant donné les restrictions budgétaires, il est désormais prévu que ce changement devrait être achevé en 2002.

Division de l'information et des relations avec les médias

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	2 984 300	2 960 869	23 431
	Personnel temporaire	170 300	188 936	(18 636)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	76 750	72 201	4 549
	Matériel non durable	0	917	(917)
	Services contractuels	26 100	27 881	(1 781)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	31 800	31 543	257
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	5 000	4 637	363
	Divers			
	Bibliothèque	555 000	554 489	511
	Publications	203 000	148 927	54 073
	Information	262 000	176 164	85 836
Total		4 324 250	4 166 564	147 686

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'information et des relations avec les médias

Objectifs fixés pour 2000

- i) S'acquitter du mandat confié par les gouvernements Membres et employer tous les moyens à disposition pour mieux informer le public sur l'Organisation mondiale du commerce. Les membres de la Division fourniront au public une information claire et concise, par des contacts fréquents et réguliers avec la presse, un large éventail de publications pertinentes et un service Internet de plus en plus performant. Ces services revêtiront une plus grande importance alors que nous préparons le public pour la Conférence ministérielle de 1999 et pour les négociations futures:
- En 2000, nous avons dans une large mesure atteint l'objectif consistant à fournir au public une information claire et concise sur nos activités. Nous avons continué d'organiser régulièrement des conférences de presse après les réunions de l'OMC, et nous avons élargi nos activités afin que les représentants officiels de l'OMC tiennent davantage de séances d'information en dehors de Genève. Le Directeur général a demandé aux fonctionnaires de l'OMC d'adopter une stratégie à l'égard des médias pour pratiquement toutes les missions et la Division a aidé bon nombre de membres du Secrétariat à préparer ces d'activités.
 - Certains membres de la Division ont travaillé en collaboration étroite avec des membres du Secrétariat ayant régulièrement des contacts avec le public et leur ont fourni des conseils sur la façon de gérer les relations avec la presse. Cela a permis une meilleure communication de l'OMC avec les médias.
 - Lors de ses voyages, le Directeur général prévoit fréquemment, avec l'aide de la Division, un programme médiatique complet. La communication du Directeur général avec les médias s'est avérée le moyen le plus efficace pour transmettre les messages de l'OMC à la presse.
 - Les journalistes ont continué de faire preuve d'un grand intérêt pour les activités de l'Organisation, bien que le temps que nous avons consacré à leur répondre ait diminué par rapport à la période ayant précédé Seattle. Les événements survenus lors de la troisième Conférence ministérielle ont mis l'Organisation sur le devant de la scène et les demandes d'entretien avec le Directeur général ont atteint en 2000 le nombre record de 200. Comme toujours, les activités de l'Organe de règlement des différends et du Conseil général ont suscité un grand intérêt, de même que le processus d'accession de la Chine. Les efforts considérables déployés pour informer le public sur la question de la mise en œuvre n'ont eu que des résultats mitigés, en raison principalement de la complexité de nombreuses questions en jeu, et d'un sentiment partagé par certains journalistes selon lesquels ces problèmes ne pourraient être résolus en 2000.
 - En outre, les attachés de presse de la Division ont informé les journalistes des négociations en cours sur l'agriculture et les services. Ils ont également couvert la quasi-totalité des autres travaux des Comités et des Conseils de l'OMC, et en ont fait part aux journalistes.
 - La Division a publié 80 communiqués de presse en 2000, par rapport à 70 en 1999.

- Bien que le nombre de publications parues en 2000 ait chuté par rapport à l'année précédente, nous avons constaté encore un fort accroissement du nombre de visiteurs sur le site Internet. Celui-ci, qui a été rénové grâce à un effort de grande ampleur, s'est révélé très populaire, les visiteurs indiquant que la navigation sur le nouveau site est plus aisée que sur l'ancien.
- ii) Expliquer de manière compréhensible ce que fait l'OMC et comment elle fonctionne et exposer sa mission pour l'avenir:
- Étant donné que l'Organisation a été mise sur le devant de la scène, les demandes de renseignements au sujet de l'OMC, émanant tant du grand public que des journalistes, ont été plus nombreuses. Par exemple, le nombre de demandes reçues via Internet est passé d'environ 40 par jour en 1999 à 50 par jour en moyenne.
 - Des efforts ont été déployés pour élargir le groupe des journalistes couvrant régulièrement les activités de l'OMC. Les attachés de presse ont régulièrement et expressément sollicité des journalistes travaillant pour des publications d'information plus générales. Ces efforts ont porté leurs fruits, puisque nous voyons de plus en plus souvent des articles d'intérêt général portant sur les travaux de l'Organisation.
 - 2000 a également été une année record pour l'utilisation d'Internet. (Voir ci-dessous)
 - En 2000, notre campagne d'information est passée à la vitesse supérieure. Les fonctionnaires de la Division ont augmenté de 10 pour cent environ le nombre d'entretiens accordés, et ont reçu dans nos bureaux un nombre record de visiteurs dans l'histoire de la Division.
 - Nous avons accru nos contacts avec les écoles et les universités. En règle générale, la Division coordonne les visites à l'intention d'organisations extérieures, principalement les écoles et les universités. En 2000, l'OMC a reçu 350 visites de ce type, soit quelque 3 830 étudiants, ce qui constitue une augmentation importante par rapport aux 108 visites effectuées en 1999, avec à peine plus de 2 000 étudiants. De plus, la Division a travaillé, avec la Division de la coopération technique, à la mise en place d'un programme d'enseignement à distance, en collaboration avec la Banque mondiale. Le personnel de la Division a aussi travaillé à la création d'une "maquette de l'OMC" destinée aux étudiants, afin de leur expliquer directement le fonctionnement du système et les difficultés rencontrées par les négociateurs. Celle-ci a été utilisée avec succès en diverses occasions à Genève, et peut maintenant être téléchargée par les étudiants et les professeurs sur le site Internet de l'OMC.
- iii) Accroître l'efficacité de la distribution de l'information par l'utilisation continue de moyens électroniques, notamment Internet et les produits CD-ROM:
- Le nombre de visiteurs sur le site Web de l'OMC a continué d'augmenter en 2000, avec en moyenne 250 000 utilisateurs par mois ayant accès à des centaines de pages d'information en anglais, français et espagnol. Les utilisateurs qui ont visité le site sont originaires de plus de 160 pays.
 - Le site Web a été totalement rénové au cours de l'année. Les commentaires des utilisateurs (reçus grâce aux formulaires prévus à cet effet, ou par courrier électronique) confirment que la nouvelle conception et la nouvelle structure du site améliorent nettement la capacité des utilisateurs à y naviguer et à identifier

rapidement des thèmes précis. En outre, il a été possible en 2000 d'améliorer considérablement l'affichage simultané d'informations dans les versions anglaise, française et espagnole du site.

- La distribution de documents d'information et de publications par le biais du site Web de l'OMC a atteint de nouveaux records en 2000. Tous les principaux documents d'information et publications de l'OMC ont été mis à disposition gratuitement sur le site. Les résultats obtenus confirment la validité de cette approche et son efficacité pour transmettre à un public mondial les informations relatives à l'OMC. Les résultats ont été les suivants:
 - a) Rapport annuel de l'OMC 2000 (publié en mai 2000): plus de 80 000 exemplaires téléchargés, par rapport à une distribution papier normal (exemplaires gratuits et ventes) d'environ 4 000 exemplaires par an.
 - b) Rapport de l'OMC sur le commerce et la pauvreté: environ 15 000 exemplaires téléchargés.
 - c) Statistiques du commerce international (publiées en novembre 2000): environ 18 000 exemplaires téléchargés en novembre-décembre.
 - d) Le nombre de publications d'information de base sur l'OMC qui sont téléchargées continue d'être considérable. Par exemple, les utilisateurs téléchargent environ 2 000 exemplaires chaque mois du guide *"Un commerce ouvert sur l'avenir"*, et environ 1 500 exemplaires par mois du guide *"L'OMC et les pays en développement"*.
 - L'expérience acquise en 2000 montre que le fait de mettre gratuitement à disposition des publications de l'OMC en version électronique stimule les ventes de versions papier. La disponibilité des versions électroniques rend également moins nécessaire la distribution d'exemplaires papier gratuits, ce qui constitue une économie importante pour l'OMC. Par exemple, l'impression de chaque exemplaire d'"Un commerce ouvert sur l'avenir" coûte environ 4 FS. Quelque 24 000 exemplaires en version électronique ont été téléchargés à partir du site Web en 2000. Une distribution papier similaire serait impossible, puisqu'elle coûterait, à titre de comparaison, environ 96 000 FS, en frais d'impression uniquement.
- iv) Étudier soigneusement les méthodes les plus efficaces et les plus rentables pour l'impression et la diffusion de l'information, en améliorant les mécanismes existants et en élargissant le partenariat avec le secteur privé grâce à de nouveaux accords de coédition qui permettront de réduire les coûts et de diffuser plus largement la documentation de l'OMC:
- Le nouveau partenariat de coédition le plus important, qui a porté ses premiers fruits en 2000, a été l'accord conclu avec Cambridge University Press. Dans le cadre de cet accord de coédition, l'OMC a commencé à publier une nouvelle série de rapports de règlement des différends et des textes juridiques de l'OMC. Les huit premiers volumes de rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, dans la série des rapports de règlement des différends, ont été publiés en 2000. Ces rapports sont commercialisés et vendus par Cambridge University Press, l'OMC et un réseau mondial de distributeurs. Les coûts de production des rapports sont intégralement pris en charge par Cambridge University Press, ce qui représente une économie nette d'environ 50 000 FS par volume pour l'OMC, soit un total de 400 000 FS en 2000.

- L'OMC a été en mesure de continuer à distribuer gratuitement un grand nombre de publications papier, soit aux Membres, soit pour les activités de coopération technique, en compensant les coûts engendrés grâce aux ventes normales.
 - Le total des recettes issues des ventes de publications en 2000 s'est élevé à environ 600 000 FS, c'est-à-dire. C'est le double des 300 000 FS prévus dans le budget 2000 de l'OMC. Cependant, la réalisation la plus importante a été le transfert des coûts au coéditeur, associé à une augmentation générale de la distribution. Les accords de coédition ont permis à l'OMC de réaliser des économies pour un montant minimum de l'ordre de 1 million de FS.
- v) Fournir aux délégations et au public les publications qu'ils jugent nécessaire pour comprendre ce que sont le commerce et l'OMC. Cela englobe souvent des publications qui ne sont pas écrites ni produites par l'OMC, mais qui présentent un intérêt pour les Membres et le public:
- La librairie de l'OMC a connu un succès considérable en proposant aux délégations et autres clients une liste utile des publications autres que de l'OMC qui traitent des aspects de l'OMC et du système commercial multilatéral. Les experts de l'OMC et les membres des délégations font des recommandations pour les publications à inscrire sur cette liste. Dans la série des guides sur l'OMC produits en coopération avec Kluwer Law International, un nouveau guide intitulé "WTO and Developing Countries" (L'OMC et les pays en développement) a été publié en 2000. Les travaux ont commencé au cours de cette année pour un guide sur l'Accord SPS et un guide sur le règlement des différends.
 - La Division a poursuivi en 2000 sa collaboration avec la Division de la coopération technique et avec le Groupe de travail spécial des PMA afin d'appuyer le réseau des Centres de référence de l'OMC. Le personnel de la Division a en effet produit en 2000 deux nouveaux CD-ROM destinés aux Centres de référence, a fourni plusieurs centaines d'exemplaires de publications et de CD-ROM de l'OMC, a participé aux missions de création de Centres de référence, et à fourni une formation aux représentants officiels locaux chargés des questions commerciales sur l'accès au site Web de l'OMC et à l'ensemble des ressources en ligne.

Division de la propriété intellectuelle

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 352 000	1 351 956	44
	Personnel temporaire	8 000	39 842	(31 842)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	26 750	25 113	1 637
	Matériel non durable	0	595	(595)
	Services contractuels	1 000	757	243
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	38 000	35 648	2 352
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	700	685	15
Total		1 426 450	1 454 596	(28 146)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la propriété intellectuelle

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

1. Propriété intellectuelle

- i) Assurer avec efficacité le secrétariat du Conseil des ADPIC et de tout groupe spécial chargé du règlement des différends qui pourrait être établi:
 - En 2000, le Conseil des ADPIC a tenu quatre réunions formelles et plusieurs réunions informelles. Les principales activités du Secrétariat dans ce domaine ont été notamment liées au traitement des notifications, à l'examen des lois et réglementations nationales de plus de 21 Membres, à l'élaboration de documents synthétisant les informations fournies par les Membres au sujet des indications géographiques et des incitations au transfert de technologie vers les pays les moins avancés. Pendant l'année, la Division a assuré le secrétariat de quatre groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le domaine des ADPIC.
- ii) Assurer avec efficacité le secrétariat pour toute négociation qui pourrait être engagée concernant des questions de propriété intellectuelle à la Conférence ministérielle de Seattle:
 - Bien que la Conférence ministérielle de Seattle n'ait pas permis l'ouverture de négociations, la Division de la propriété intellectuelle a, en collaboration avec la Division des sessions ministérielles, assuré le secrétariat des réunions formelles et informelles et des consultations au cours de la session extraordinaire du Conseil général sur les questions liées à la mise en œuvre et concernant l'Accord sur les ADPIC. Les thèmes du "Programme incorporé" ont continué d'être examinés attentivement par le Conseil des ADPIC.
- iii) Maintenir et, si possible, accroître l'assistance offerte aux Membres de l'OMC sous la forme d'une coopération technique, en particulier en collaboration avec l'OMPI, et plus généralement de renseignements/conseils:
 - Au cours de l'année, les membres de la Division ont participé à 22 séminaires de coopération technique ou événements similaires en dehors de Genève. Dans neuf cas, il s'agissait d'événements organisés par l'OMPI. Des membres de la Division ont également participé à d'autres activités de coopération technique à Genève même, comme les cours de formation de l'OMC, l'Académie de l'OMPI, les visites de groupes provenant de pays en développement, ainsi que les discussions habituelles avec les délégués ou représentants officiels de passage, et la correspondance écrite.
- iv) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, la communauté des ONG, les spécialistes de la propriété intellectuelle et le monde de l'enseignement, de manière qu'ils comprennent bien l'Accord sur les ADPIC et les mécanismes de l'OMC:
 - En 2000, les autres OIG et ONG ont considérablement accru leurs activités dans les domaines liés à l'Accord sur les ADPIC, notamment au sujet du lien entre l'Accord et la santé publique et entre l'Accord et les droits de l'homme. La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales, y compris l'OMPI, l'OMS, l'ONU/SIDA, le HCR, la CEE/ONU, l'OMD, l'UPOV, le

secrétariat de la CDB, la FAO, le GCRAI, l'OIV, et un certain nombre de bureaux régionaux de la propriété industrielle, comme l'ARIPO, l'OEB et l'OAPI. La Division est en relation avec de nombreuses organisations non gouvernementales, tant à Genève qu'ailleurs, y compris des organisations de spécialistes, des associations du secteur industriel, des groupements de consommateurs et d'intérêt public, et le monde de l'enseignement.

v) Contribuer à d'autres activités du Secrétariat en rapport avec les droits de propriété intellectuelle, y compris le commerce électronique, le commerce et l'environnement et les accessions:

- La Division fournit assistance et conseils pour les questions liées aux droits de propriété intellectuelle aux autres services du Secrétariat, notamment la Direction générale, ainsi qu'en ce qui concerne les questions relatives à l'environnement, les accessions, le développement, le commerce électronique et l'examen des politiques commerciales.

2. Politique de la concurrence

i) Assurer avec efficacité le secrétariat pour les travaux de l'OMC concernant l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, y compris tous travaux découlant des décisions qui seront prises à la Conférence ministérielle de Seattle:

- Le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence a tenu au cours de cette année une réunion informelle et trois réunions formelles. Les principales activités du Secrétariat ont consisté notamment à élaborer les comptes rendus et à rédiger le rapport du Groupe au Conseil général.

ii) Apporter aux Membres de l'OMC une assistance sous la forme d'une coopération technique, au besoin en collaboration avec la CNUCED et d'autres organisations intergouvernementales, et plus généralement de renseignements/conseils:

- Le Secrétariat a organisé, en collaboration avec les gouvernements de la Thaïlande et du Japon, un atelier à l'intention des pays Membres et des observateurs d'Asie à l'OMC, qui s'est tenu à Phuket (Thaïlande) sur le thème suivant "Politique de la concurrence, développement économique et système commercial multilatéral: aperçu des problèmes et des possibilités pour l'avenir". Des représentants des Secrétariats de la CNUCED, de la Banque mondiale et de l'OCDE ont participé à ce symposium. En outre, des membres du personnel ont participé à neuf séminaires régionaux ou événements similaires, organisés sous les auspices d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales ou de gouvernements nationaux. La Division a également contribué aux activités de coopération technique à Genève, notamment pour les cours de formation de l'OMC, les visites de groupes provenant de pays en développement et les discussions habituelles avec les délégués ou les représentants officiels de passage, ainsi que pour la correspondance écrite.

iii) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, les milieux d'affaires, la communauté des ONG, le monde de l'enseignement, etc.:

- La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales s'intéressant à la politique de la concurrence, y compris la

CNUCED, la Banque mondiale et l'OCDE, et communique régulièrement avec certaines organisations non gouvernementales qui s'intéressent également à cette question. Des membres du personnel ont aussi entretenu des contacts directs avec des universitaires et des spécialistes.

- iv) Contribuer à d'autres activités du Secrétariat en rapport avec les questions relatives à la politique de la concurrence:

- La Division a conseillé la direction générale au sujet de diverses questions relatives à la politique de la concurrence.

3. Marchés publics

- i) Assurer avec efficacité le secrétariat pour les travaux de l'OMC concernant la transparence des marchés publics, y compris tous travaux découlant des décisions qui seront prises à la Conférence ministérielle de Seattle:

- Le Groupe de travail de la transparence des marchés publics a tenu deux réunions formelles en 2000, ainsi qu'une réunion informelle. Le travail du Secrétariat a consisté notamment à maintenir à jour la Liste de questions du Président, à aider ce dernier à élaborer un ordre du jour annoté en vue de faciliter le débat, à préparer un document informel reprenant les propositions faites sur certains points de la Liste des questions du Président, et à préparer une note qui recense les diverses questions liées aux contrats de concession et aux contrats CET.

- ii) Assurer avec efficacité le Secrétariat du Comité établi en vertu de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et de tout groupe spécial chargé du règlement des différends qui pourrait être constitué:

- En 2000, le Comité des marchés publics a tenu deux réunions formelles et trois réunions informelles organisées en vue de poursuivre les négociations prescrites au titre de l'article XXIV:7 de l'Accord. À cet égard, le Secrétariat a maintenu à jour un document de base reprenant les changements rédactionnels suggérés pour l'Accord et a élaboré un certain nombre de notes d'information relatives aux questions abordées. Pendant l'année, la Division a assuré le secrétariat d'un groupe spécial chargé du règlement d'un différend dans le domaine des marchés publics.

- iii) Apporter aux Membres de l'OMC une assistance sous la forme d'une coopération technique, et plus généralement de renseignements/conseils:

- Des membres de la Division ont participé à quatre séminaires de coopération technique et manifestations similaires, organisés par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. La Division a aussi contribué aux activités de coopération technique à Genève, notamment dans le cadre des cours de formation de l'OMC, des groupes de visiteurs provenant de pays en développement et des discussions habituelles avec des délégués ou des représentants officiels de passage, ainsi que par le biais d'une correspondance écrite.

- iv) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, les milieux d'affaires, la communauté des ONG, le monde de l'enseignement, etc:
 - La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales, y compris la Banque mondiale, l'OCDE, la BAD, la BID et l'APEC. Elle reste également en contact avec les entités passant des marchés publics, des organisations non gouvernementales, des associations de juristes, des syndicats et le monde de l'enseignement.
- v) Coopérer avec d'autres services du Secrétariat au sujet des questions en rapport avec les marchés publics:
 - La Division aide et conseille d'autres services du Secrétariat, notamment la direction générale, au sujet des questions en rapport avec les marchés publics, les activités du Groupe de travail sur les règles de l'AGCS et l'examen des politiques commerciales.

Division des services linguistiques et de la documentation

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	15 007 100	13 772 110	1 234 990
	Personnel temporaire	6 040 800	8 702 987	(2 662 187)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	189 500	246 419	(56 919)
	Matériel non durable	650 000	701 808	(51 808)
	Services contractuels			
	Reproduction	1 140 000	1 095 387	44 613
	Bureautique	96 800	23 560	73 240
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	17 900	17 810	90
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	1 000	0
Total		23 143 100	24 561 081	(1 417 981)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des services linguistiques et de la documentation

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) *MDD.* Une nouvelle version du Mécanisme de diffusion des documents (MDD) a été mise en place en 2000. Cette application, appelée "documents en ligne", a été mise à la disposition du Secrétariat en décembre 2000. Les Membres, à la fois dans les administrations centrales et dans les délégations, ainsi que le grand public, ont pu en bénéficier à compter du 1^{er} février 2001. Une troisième étape est maintenant en cours, afin de fournir un accès différencié aux observateurs et aux pays accédants. Cette étape devrait être achevée d'ici à la fin avril 2001.
- ii) *RCN.* La structure fondamentale de fonctionnement du Répertoire central des notifications (RCN) a été radicalement changée en août 2000; les données relatives aux notifications sont désormais centralisées et saisies dans le Répertoire par le personnel du RCN – à l'origine, c'était aux divisions opérationnelles qu'il incombait de saisir les données relevant de leur domaine de compétence. Il a été parallèlement procédé à un nettoyage en profondeur de la base de données, qui couvre plus de cinq années, afin de corriger les imprécisions et de garantir que le RCN reste pour les Membres une source précise et complète de données sur les notifications. L'examen des données est encore en cours et devrait être achevé d'ici à la fin de l'été, à condition que les ressources humaines existantes restent à disposition.
- iii) *TAS.* Le TAS a été achevé avec succès et une version CD-ROM – le "TAS portable" – a été distribuée à environ 80 traducteurs externes. Il s'agit là d'un outil extrêmement utile, et cette application développée à l'OMC a suscité l'intérêt d'autres organisations internationales.
- iv) *Capacité de traduction.* La capacité de traduction juridique de la Division a été renforcée en 2000, bien que cela ne soit pas suffisant pour répondre à la demande accrue en la matière résultant du mécanisme de règlement des différends. Toutefois, le délai moyen nécessaire pour la traduction d'un rapport de groupe spécial normal a été réduit de près d'une semaine. Le retard de traduction en français et en espagnol a été réduit de plus d'un tiers et devrait être totalement résorbé d'ici à la fin de l'été 2001.
- v) *Système de prévision.* Une étude préliminaire a été entreprise afin d'élaborer un système de prévision plus efficace. Ce travail se poursuivra en 2001.

Division des affaires juridiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 640 300	1 547 833	92 467
	Personnel temporaire	10 500	54 815	(44 315)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	5 000	3 370	1 630
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	10 000	8 807	1 193
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	300	0	300
	Divers			
	Groupes spéciaux	1 010 000	972 662	37 338
Total		2 676 100	2 587 487	88 613

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des affaires juridiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

Considérations d'ordre général

- Il convient de faire deux observations générales au sujet de l'évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour la Division des affaires juridiques. Premièrement, le travail que la Division est appelée à effectuer est presque totalement un travail *en fonction des demandes*, c'est-à-dire que nous sommes prêts à répondre aux demandes de renseignements, de conseils et de formation dans le domaine juridique émanant de diverses sources, et notamment des groupes spéciaux de règlement des différends, de l'ORD et de son Président, des délégations des Membres, du Directeur général et du Secrétariat, ainsi que du grand public. Il serait donc difficile de dire que nous avons fixé nos propres objectifs ou de dire que ceux-ci changent considérablement avec le temps. Deuxièmement, il reste extrêmement difficile, étant donné la nature même de notre travail, de *mesurer* réellement la réalisation de nos objectifs.
- Pour résumer notre évaluation, nous avons pleinement réalisé les "Objectifs pour 2000", tels qu'ils sont énoncés à la page 83 des "Prévisions budgétaires 2000" (WT/BFA/SPEC/37). Plus précisément, le personnel de la Division des affaires juridiques s'est acquitté de manière à la fois appropriée et complète des "fonctions relatives aux affaires juridiques" énoncées dans les paragraphes i) à vii), et des "fonctions de dépositaire" du paragraphe viii), et a rempli le "Programme de travail pour 2000". Comme en 1999, le seul domaine dans lequel nous n'avons parfois pas été en mesure de respecter les dates limites fixées dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends a été la distribution des rapports définitifs des groupes spéciaux de règlement des différends; toutefois, comme par le passé, cette difficulté à respecter systématiquement les dates était due à la longueur excessive des parties descriptives de ces rapports, et au retard important dans la traduction qui en découlait pour la Division des services linguistiques et de la documentation.
- Voici une évaluation plus détaillée.

Fonctions relatives aux affaires juridiques

- i) Fournir en temps opportun un soutien et une assistance techniques en ce qui concerne les aspects juridiques, historiques et procéduraux des différends aux groupes spéciaux de l'OMC chargés du règlement des différends et en assurer le secrétariat:
 - En 2000, la Division a assuré le secrétariat de 18 groupes spéciaux ordinaires, 12 d'entre eux ont achevé leurs travaux.
 - En 2000, la Division a assuré le secrétariat de quatre groupes spéciaux de l'exécution au titre de l'article 21:5, deux d'entre eux ayant achevé leurs travaux.
 - En 2000, la Division a assuré le secrétariat pour deux procédures d'arbitrage au titre de l'article 22:6, toutes deux ayant été menées à bien.
 - La Division a coordonné le processus de composition de neuf groupes spéciaux.

- La Division a conseillé le Directeur général pour la composition de cinq groupes spéciaux.
- ii) Fournir régulièrement des avis juridiques au Secrétariat, et en particulier à l'Organe de règlement des différends et à son Président, sur l'interprétation du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et des Accords de l'OMC, et sur d'autres questions juridiques:
- La Division a, de façon régulière et de plus en plus fréquente, fourni des avis juridiques au Secrétariat, y compris des notes d'information et avis informels au Directeur général, à la Direction générale et, plus généralement, au Secrétariat.
 - Outre les avis juridiques pour des questions relatives aux Accords de l'OMC, nous avons de plus en plus souvent été sollicités pour des avis sur d'autres questions juridiques, par exemple des questions personnelles, ou sur des accords de coopération, des contrats de fourniture, des accords d'assistance technique, etc.
 - Nous avons régulièrement été sollicités pour fournir des avis juridiques importants à l'ORD et à son Président.
 - Nous avons conseillé le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC au sujet de propositions de modification du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
 - La Division a conseillé le Secrétariat et les Membres de l'OMC pour les questions juridiques liées à la mise en œuvre des obligations contractées dans le cadre de l'OMC et à la création d'un cadre juridique pour les négociations multilatérales, notamment sur l'agriculture et sur les services.
 - Un membre de la Division a continué de remplir les fonctions de secrétaire de la CPR (cinq procédures ont été menées à bien); un autre membre de la Division a dû le remplacer pour une procédure en raison d'un risque de conflit d'intérêts. Un autre encore a continué d'être membre de la CPR, et le Directeur a continué de conseiller le Directeur général pour les recours de membres du personnel devant la CPR et, dans certains cas, avec l'aide d'un autre membre de la Division, a participé à la rédaction d'une communication du représentant du Directeur général à la CPR. Au total, quatre membres de la Division et son Directeur ont consacré un temps considérable aux questions relatives à la CPR.
- iii) Fournir des renseignements juridiques aux Membres de l'OMC sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et sur les Accords de l'OMC:
- La Division a continué de répondre de façon efficace et efficiente aux demandes de plus en plus fréquentes de renseignements et d'avis juridiques émanant des Membres de l'OMC.
 - Le personnel de la Division a rédigé et distribué 21 mises à jour de l'État succinct des différends portés devant l'OMC.

- iv) Offrir un soutien juridique pour ce qui est des accessions à l'OMC, en particulier celle de la Chine:
- En 2000, la Division a continué à apporter un soutien essentiel, à la fois juridique et administratif, au Groupe de travail de l'accession de la Chine; un membre de la Division a continué à remplir les fonctions de secrétaire du Groupe de travail, apportant son assistance au Président pour les six principales réunions du Groupe de travail en 2000, en sus des nombreuses consultations informelles et sessions plurilatérales.
 - La Division a fourni à Beijing des avis juridiques sur des questions relatives à une administration uniforme, au recours judiciaire et à la conformité de la législation avec les obligations dans le cadre de l'OMC.
 - En février 2000, un membre de la Division a accompagné le Directeur général lors d'une mission officielle à Beijing; un autre membre de la Division a participé à une mission technique à Beijing en vue de conseiller le gouvernement central sur des changements d'ordre législatif nécessaires pour la mise en conformité avec l'OMC.
- v) Assurer une formation concernant les procédures de règlement des différends et les questions juridiques relatives à l'OMC au moyen de cours spéciaux sur le règlement des différends, des cours de formation ordinaires de l'OMC et des missions de coopération technique de l'OMC; assister aux réunions d'autres organisations dont les activités ont un rapport avec l'OMC (par exemple le FMI, l'OCDE, la Charte de l'énergie):
- Le personnel de la Division a participé de façon importante aux cours spéciaux sur le règlement des différends, aux cours ordinaires de formation de l'OMC, aux missions de coopération technique de l'OMC ainsi qu'aux autres séminaires et ateliers de formation, par exemple à Beijing, à Moscou, en Arabie saoudite, à Taiwan, à Washington, et au Qatar.
 - Des membres de la Division ont également assisté à des réunions d'autres organisations dont les activités ont un rapport avec l'OMC et y ont fait des exposés par exemple: symposium du Centre de conciliation et d'arbitrage à Tunis, séminaire de l'OMC à la Douma à Moscou, séminaire sur le renforcement des capacités à l'Institut international du droit du développement à Rome, conférence sur l'économie politique du droit commercial international à l'Université du Minnesota, conférence au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique à Montréal, exposé à l'Institut mixte de Vienne, conférences organisées par la World Trade Law Association, à Bruxelles et à Londres, et par l'Institut Servier à Paris.
- vi) Établir les documents de la série concernant le règlement des différends (DS):
- La Division s'est chargée de la préparation et de la publication des documents dans la série DS.

vii) Gérer la base de données sur le règlement des différends de l'OMC et en superviser le développement, et fournir les données et analyses obtenues au Secrétariat et aux Membres; préparer des index analytiques sur le Mémoire d'accord, le GATT de 1994 et l'Accord sur l'OMC; mettre à jour la "Situation des instruments juridiques":

- La Division a, en collaboration avec la Division de l'informatique, supervisé le passage, pour la Base de données sur le règlement des différends, de Paradox à Excel, et a veillé à ce que les données qui y sont saisies soient plus complètes et mises à jour.
- En 2000, la Division a achevé la préparation d'une version révisée du recueil intitulé "Les procédures de règlement des différends de l'OMC" et a accompli des progrès considérables dans l'élaboration d'une nouvelle (première) édition de l'Index analytique de l'OMC.
- La Division a continué de s'acquitter en partie des travaux d'édition et de correction d'épreuves pour les rapports de règlement des différends dans les trois langues de l'OMC, reprenant à sa charge, à la fin 2000, le travail le plus exigeant consistant à éditer la version anglaise de ces rapports, auparavant accompli par le Secrétariat de l'Organe d'appel.

Fonctions de dépositaire

viii) Assurer les fonctions de dépositaire du Directeur général:

- Le personnel de la Division a continué à assurer les fonctions de dépositaire du Directeur général, en préparant tous les textes sur papier traité des protocoles, les certifications, procès-verbaux, etc., en enregistrant et en notifiant aux Membres toutes les mesures prises en vertu d'instruments juridiques; en mettant à jour la Situation des instruments juridiques, en enregistrant tous les instruments juridiques auprès des Nations Unies; en tenant à jour la liste des membres; et en fournissant des documents à la Division chargée d'inclure ces informations dans la série des IBDD.

Division de l'accès aux marchés

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 464 800	1 407 001	57 799
	Personnel temporaire	11 000	4 940	6 060
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	12 300	13 320	(1 020)
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	23 000	22 608	392
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	446	554
Total		1 512 100	1 448 315	63 785

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'accès aux marchés

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

1. Conseil du commerce des marchandises

i) Assurer le secrétariat du Conseil:

- En 2000, la Division a préparé cinq réunions formelles du Conseil, au cours desquelles diverses questions ont été abordées. La Division a assuré le secrétariat des réunions informelles du Conseil afin de permettre à ce dernier de poursuivre ses travaux exploratoires et analytiques sur la facilitation des échanges.

2. Comité de l'accès aux marchés

i) Constituer un forum de discussion sur les questions tarifaires:

- Le Comité a tenu cinq réunions formelles et onze réunions informelles pour discuter des questions tarifaires.

ii) Fournir une assistance technique aux Membres pour la transposition dans le Système harmonisé (SH) et la renégociation des concessions antérieures au Cycle d'Uruguay:

- Une assistance a été fournie sous la forme de réponses aux questions soulevées par les délégations ayant des préoccupations au sujet de la transposition de leurs listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans le SH, ou de la renégociation de leurs concessions antérieures au Cycle d'Uruguay.

iii) Fournir une assistance technique aux Membres pour l'établissement des listes dans la version du Système harmonisé 1996 et de la documentation pour les listes sur feuillets mobiles:

- Une mission d'assistance technique a été organisée aux fins de la transposition de la liste d'un Membre dans le Système harmonisé 1996.
- Des réponses ont été fournies à plusieurs demandes techniques au sujet de la préparation par les Membres de leurs listes dans la version du Système harmonisé 1996.

iv) Élaborer une méthode de vérification électronique pour l'examen des listes de concessions sur feuillets mobiles:

- Comme première étape en vue de remplir cet objectif, le Secrétariat a lancé un projet de Base des données sur les listes tarifaires codifiées qui permettra de disposer d'une base de données contenant les listes codifiées sur feuillets mobiles de tous les Membres (voir le vi)).
- Un projet de procédures relatives à la vérification électronique dans le contexte des futures modifications du SH 2002 a été élaboré vers la fin de 2000 et est encore à l'étude au Comité.

- v) Surveiller l'exploitation de la Base de données intégrée (BDI):
- Suite à plusieurs consultations informelles, le Comité a adopté *ad referendum*, le 18 décembre 2000, une procédure relative à une évaluation multilatérale de l'exploitation de la Base de données intégrée et des activités d'assistance technique y relatives.
- vi) Établir une base de données relative aux listes de concessions sur feuillets mobiles contenant les listes codifiées de tous les Membres:
- En novembre 1999, le Comité est convenu d'élaborer la Base de données sur les listes tarifaires codifiées. Le Secrétariat prépare les listes de tous les pays en développement Membres, alors que les pays développés Membres présenteront leurs propres listes. À la fin 2000, le projet était déjà bien avancé.
3. Évaluation en douane
- i) Surveiller et examiner chaque année la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane:
- Au cours de l'année 2000, le délai de cinq ans octroyé pour la mise en œuvre de l'Accord est arrivé à expiration pour 50 pays en développement. Vingt et un d'entre eux ont demandé une prorogation de ce délai; 17 prorogations ont été accordées, trois étant encore en suspens ou en négociation, et une demande ayant été annulée. En outre, huit de ces pays en développement ont demandé des dérogations pour les valeurs minimales; six ont été accordées et deux sont en suspens. Treize des Membres qui ont obtenu une prorogation ont présenté les rapports requis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre, rapports qui ont été distribués aux membres du Comité.
 - De plus, en 2000, dix notifications relatives à la législation de mise en œuvre ont été présentées au Comité et examinées par ce dernier.
- ii) Assurer le secrétariat du Comité de l'évaluation en douane:
- En 2000, le Comité a tenu six réunions formelles les 3, 9, et 16 mars (G/VAL/M/13), les 12 et 28 avril et les 10 et 31 mai (G/VAL/M/14), le 14 juin et le 4 juillet (G/VAL/M/15), le 21 juillet (G/VAL/M/16); les 7, 13, 24 et 29 novembre 2000 (G/VAL/M/17), et le 20 décembre (G/VAL/M/18 à paraître).
 - Le Secrétaire du Comité à la Division a fourni tous les documents de base nécessaires à ces réunions (près de 100 documents différents, y compris les aérogrammes, rapports des réunions, rapports factuels, etc.).
- iii) Assister aux réunions tenues deux fois l'an par le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD à Bruxelles:
- Le Secrétaire du Comité a assisté à la dixième session du Comité technique, qui s'est tenue du 22 au 26 mai 2000, ainsi qu'à la onzième session, qui s'est tenue du 30 octobre au 3 novembre 2000, et a présenté des rapports sur les activités du Comité de l'OMC.

- iv) Organiser et gérer le programme d'assistance technique de l'OMC sur l'évaluation en douane pour les pays en développement qui ont demandé à bénéficier du délai de cinq ans.
- Début 2000, il a été convenu que la Division de la coopération technique se chargerait de gérer ce programme, étant donné l'ampleur qu'il prenait et les demandes de missions, et travaillerait en collaboration avec la Division de l'accès aux marchés pour l'organisation de ces missions.
 - En 2000, huit missions ont été organisées, quatre d'entre elles ayant pour objet le suivi de missions précédentes.
- v) Collaborer, si nécessaire, avec le Secrétariat de l'OMD afin de fournir une assistance technique aux pays en développement ayant demandé un délai de cinq ans pour la mise en œuvre de l'Accord:
- La Division a coopéré avec l'OMD pour deux missions d'assistance technique, en Tanzanie et en Jamaïque.
 - L'OMC a fourni ses compétences pour un séminaire de l'OMD sur la mise en œuvre et le suivi de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

4. Règles d'origine

- i) Exécuter le Programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles:
- Le Comité des règles d'origine a tenu huit sessions afin d'exécuter le Programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles.
 - Le texte intégral de négociation a été mis à jour après chaque session de négociation.
 - Un séminaire a été organisé par la Division afin de permettre aux délégations de se familiariser avec les questions en suspens.
- ii) Assurer le secrétariat du Comité des règles d'origine:
- Les huit sessions du Comité ont été préparées comme il se doit et ont été menées à bien.
 - Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/RO/M/27 à 34.
- iii) Fournir des renseignements et des conseils aux délégations, au secteur privé et aux autres divisions du Secrétariat sur les questions relatives aux règles d'origine:
- Des renseignements ont été fournis en réponse aux demandes émanant de diverses parties.
- iv) Assister aux réunions tenues deux fois l'an par le Comité technique des règles d'origine de l'OMD à Bruxelles:
- Un membre de la Division a assisté à une réunion du Comité technique des règles d'origine de l'OMD.

- Le Comité technique ne s'est réuni qu'une seule fois en 2000, au lieu des deux fois prévues, car il avait achevé les travaux techniques relatifs à l'harmonisation des règles d'origine.

5. Comité des licences d'importation

i) Surveiller et examiner la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord sur les procédures de licences d'importation:

- Le Comité a achevé le troisième examen biennal de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord.

ii) Donner des renseignements et des conseils aux pays accédants, aux délégations, au secteur privé et aux autres divisions du Secrétariat sur tout ce qui touche les licences d'importation:

- La Division a fourni des renseignements et des conseils aux délégations et à plusieurs pays accédants (y compris la Chine), et a répondu aux demandes émanant du secteur privé.

iii) Assurer le secrétariat du Comité des licences d'importation:

- Le Comité a tenu deux réunions.

6. Comité des technologies de l'information

i) Assurer le secrétariat du Comité de l'ATI:

- En 2000, le Comité a tenu quatre réunions formelles.¹
- Le Comité a tenu cinq réunions informelles.
- Le Comité a également tenu deux sessions informelles de réunions à l'intention des experts en questions douanières.

ii) Fournir une assistance technique et des renseignements aux participants en voie d'accession:

- En 2000, quatre nouveaux pays sont devenus participants au Comité.
- Tous ces pays ont bénéficié d'une certaine assistance technique, en plus de la vérification électronique de leurs listes effectuée par le Secrétariat.
- Le Secrétariat a tenu des consultations et des discussions avec un certain nombre d'autres pays demandant des renseignements au sujet de l'ATI.

¹ Le Comité s'est réuni plus souvent, certaines réunions ayant été suspendues pour un point de l'ordre du jour ou plus.

- iii) Examiner la mise en œuvre de l'ATI:
- Le Comité a examiné la mise en œuvre de l'ATI à chacune de ses quatre sessions formelles.
 - Quatre documents sur l'état de la mise en œuvre ont été publiés et distribués de façon à poursuivre l'examen de cette question.
- iv) Poursuivre les travaux, techniques et autres, sur les obstacles non tarifaires et les questions de classification:
- La question des obstacles non tarifaires a été abordée aux quatre réunions formelles du Comité, ainsi que durant plusieurs réunions informelles.
 - Quatre documents sur les expériences nationales en matière d'obstacles non tarifaires ont été distribués au Comité.
 - En novembre, le Comité a lancé un Programme de travail sur les mesures non tarifaires.
 - Les experts en questions douanières se sont réunis pour des discussions techniques au sujet des questions de classification dans le cadre de deux sessions informelles du Comité, en juin et en décembre; un rapport a été publié au sujet de leurs recommandations.
- v) S'agissant de l'examen des produits visés (ATI II), assurer au besoin un soutien pour les négociations et le suivi. Dans l'éventualité où un accord interviendrait, concevoir une matrice à utiliser pour les listes et la vérification électronique des listes:
- Au cours de l'année l'examen des produits visés n'a pas fait l'objet d'une discussion formelle au Comité, en tant que point de l'ordre du jour; aucun travail n'a donc été entrepris au Comité à cet égard et aucune négociation n'a eu lieu.

7. Inspection avant expédition

- i) Surveiller la mise en œuvre de l'Accord sur l'inspection avant expédition:
- La Division continue à recevoir des notifications de législation, que ce soit en relation avec l'inspection avant expédition ou pour la mise en œuvre de l'Accord; les questions relatives à l'Accord figurent comme point permanent à l'ordre du jour du Comité de l'évaluation en douane.
- ii) Assurer le fonctionnement efficace de l'entité indépendante d'examen visée à l'article 4 de l'Accord, en collaboration avec la Chambre de commerce internationale et la Fédération internationale des sociétés d'inspection:
- Le Directeur de l'entité indépendante d'examen reçoit des demandes d'information et des questions occasionnelles au sujet de l'entité; aucune affaire formelle n'a été portée à l'attention de l'entité indépendante en 2000.

Division des sessions ministérielles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	697 200	697 246	(46)
	Personnel temporaire	2 000	267	1 733
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	8 000	7 184	(816)
	Matériel non durable	0	50	(50)
C. Autres dépenses	Services contractuels Bureautique	650	757	(107)
	Missions officielles	10 000	9 813	187
	Frais de représentation et de réception	700	628	72
Total		718 550	715 944	2 606

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des sessions ministérielles

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Coordonner, selon les besoins, le suivi assuré par le Secrétariat des décisions et du programme de travail issus de la Conférence ministérielle de Seattle (y compris l'examen des objectifs pour la prochaine Conférence ministérielle):
- Le 7 février, le Conseil général a donné pour mandat au Directeur général de procéder à des consultations sur un certain nombre de questions pour lesquelles il était important de progresser rapidement afin de créer un climat de confiance. Il s'agissait des questions suivantes: mesures en faveur des pays les moins avancés; amélioration de la planification et du financement des activités de coopération technique de l'OMC; questions et préoccupations relatives à la mise en œuvre, y compris les périodes de transition; et, transparence interne et participation effective des Membres. À la réunion du Conseil général qui s'est tenue du 3 au 8 mai, le Directeur général a fait part de progrès importants réalisés sur toutes ces questions.
 - Questions de mise en œuvre: Suite à la proposition du Directeur général, le Conseil général a pris en mai une décision sur les questions liées à la mise en œuvre – le Conseil général, réuni en sessions extraordinaires, aborderait les questions et les préoccupations en suspens en matière de mise en œuvre, notamment celles qui avaient été soulevées au cours de la préparation de la troisième session de la Conférence ministérielle. Trois sessions extraordinaires ont eu lieu en 2000, et le Président du Conseil général a procédé à d'intenses consultations sur les questions soulevées. La Division a eu une charge de travail considérable et constante pour assurer le secrétariat de ce processus, y compris des réunions périodiques formelles et informelles du Conseil général, des nombreuses consultations informelles, des fréquents contacts avec les délégations et a joué un rôle important de coordination au sein du Secrétariat. À cet égard, la Division a également informé et conseillé le Président du Conseil général et la Direction générale.
 - Transparence interne et participation effective des Membres: En 2000, le Président du Conseil général et le Directeur général ont mené une série de consultations intensives et ouvertes à tous au sujet de la façon d'améliorer la transparence interne. Dans le cadre de ce processus, la Division a informé et conseillé le Président du Conseil général et le Directeur général, et a organisé les réunions nécessaires, en en assurant le secrétariat.
 - La Division a pleinement réalisé les objectifs fixés pour 2000 dans le cadre des processus susmentionnés.
- ii) En particulier, contribuer à l'établissement et au fonctionnement de la structure de négociation dont pourront convenir les Membres, quelle qu'elle soit:
- Aucune mesure n'a été requise à cet égard en 2000.

- iii) Promouvoir la poursuite de ces objectifs par la communication et le travail d'équipe au sein du Secrétariat:
- Dans le cadre des travaux du Secrétariat sur les questions de la mise en œuvre, de la transparence interne et de la participation effective des Membres, la Division a conservé un rôle essentiel, notamment de coordination et de communication, et a été en mesure d'atteindre les objectifs fixés en la matière.
- iv) Conseiller et épauler la Direction générale et le Président du Conseil général (ou d'autres fonctionnaires compétents de l'OMC) relativement à leurs attributions dans ces domaines:
- La Division a apporté un soutien constant au Président du Conseil général, au Directeur général et à la Direction générale, dans tous les aspects de leurs travaux concernant les processus mentionnés ci-dessus. Les objectifs fixés dans ce domaine ont été atteints dans leur intégralité.

Division des règles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 518 700	1 445 355	73 345
	Personnel temporaire	25 000	71 991	(46 991)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	17 250	17 195	55
	Matériel non durable	0	100	(100)
	Services contractuels			
	Bureautique	1 300	1 515	(215)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	3 000	2 760	240
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	765	235
	Divers			
	Groupes spéciaux			
Total		1 566 250	1 539 681	26 569

*Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des règles

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Veiller à ce que les négociations et les consultations en cours dans tous les organes de l'OMC dont la Division assure le secrétariat se déroulent efficacement et soient facilitées; épauler les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/37, page 96, objectifs i) et iv)):
- En 2000, le personnel de la Division des règles a assuré le secrétariat de près de 20 réunions formelles et informelles des 12 organes principaux et subsidiaires relevant de sa compétence.² Il s'est notamment agi de distribuer les documents et d'organiser l'examen par les Comités correspondants des notifications des Membres concernant: les subventions nationales, les mesures commerciales correctives contingentes et la législation en la matière, et les entreprises commerciales d'État. La Division a également établi des documents, des projets d'ordre du jour, des notes pour les Présidents ainsi que des comptes rendus détaillés des réunions, et a tenu des consultations avec les Présidents et les délégations sur des questions concernant les travaux de ces organes. De plus, le personnel de la Division a fourni des renseignements concernant les diverses réunions aux délégations qui n'avaient pas été en mesure d'y assister.
 - En 2000, les organes ayant une compétence dans le domaine des règles ont également effectué les travaux suivants: deux projets de recommandations et les compilations de documentation correspondantes ont été préparés par le personnel de la Division à la demande des Membres et ont été examinés au Groupe de travail spécial de la mise en œuvre; et d'autres révisions du protocole et de l'annexe sur les produits visés par l'Accord sur le commerce des aéronefs civils ont été préparés par le personnel de la Division, à la demande du Comité du commerce des aéronefs civils, et distribués aux signataires pour que ceux-ci les examinent en vue d'une adoption formelle. Dans le domaine des subventions, le personnel de la Division a aidé le Président pour les longues consultations entre les Membres au sujet de l'élection d'un nouveau Membre du Groupe d'experts permanent. Le personnel de la Division a en outre participé aux travaux en cours à l'OMC sur les subventions dans le secteur de la pêche.
- ii) Surveiller, dans le domaine des règles, la mise en œuvre et apporter une assistance en la matière, et participer à l'assistance technique de l'OMC; épauler les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/37, page 96, objectifs ii), iii), v) et vi)):
- La Division a poursuivi activement son programme d'aide à la mise en œuvre et d'assistance technique et a continué de donner des avis spécialisés aux délégations et

² Les organes dont la Division des règles assure le secrétariat sont les suivants: Comité des pratiques antidumping, Comité des subventions et des mesures compensatoires, Comité des sauvegardes, Comité du commerce des aéronefs civils, Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, Groupe d'experts informel concernant le calcul des subventions aux fins de l'article 6.1 de l'Accord sur les subventions, Groupe d'experts permanent, Groupe informel de l'anticonournement, Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord antidumping, Groupe de travail des notifications concernant les subventions, Sous-Comité technique du Comité du commerce des aéronefs civils, et Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence (secrétariat partagé).

aux administrations nationales dans le domaine des subventions, des mesures commerciales correctives contingentes, des entreprises commerciales d'État et du commerce des aéronefs civils. Étant donné que le secrétariat des groupes spéciaux chargés du règlement des différends a continué de représenter une part importante de la charge de travail de la Division, celle-ci n'a pas été en mesure de répondre aux nombreuses demandes d'assistance technique formulées par les Membres, et a été contrainte de limiter le nombre et la portée de ses projets spécifiques dans ce domaine. Cela étant:

- a) Le personnel de la Division a traité chaque mois environ 20 à 25 demandes d'avis spécifiques détaillés sur des questions découlant de la mise en œuvre et de l'administration des mécanismes en matière de droits antidumping, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde, et en ce qui concerne les obligations au titre de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. En outre, il a traité chaque mois plusieurs demandes de conseils concernant l'exécution des obligations en matière de notification, ayant trait à la fois à des questions de procédure et de fond en rapport avec la notification des programmes de subventions, des entreprises commerciales d'État et des mesures commerciales correctives contingentes. Le personnel a également donné des conseils aux pays en voie d'accession au sujet des obligations que leur confèrent les accords relevant de la compétence de la Division, y compris en ce qui concerne le processus d'accession distinct à l'Accord plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils.
- b) En ce qui concerne l'assistance en matière de mise en œuvre accordée à divers pays, le personnel de la Division a aidé à élaborer et/ou examiner les projets de législation de plusieurs pays dans le domaine des mesures commerciales correctives contingentes. Il a effectué une mission dans un pays en vue d'aider l'administration nationale à cet égard.
- c) Les membres de la Division ont organisé trois séminaires régionaux sur la mise en œuvre des règles à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale, des pays centrafricains anglophones et des pays les moins avancés et en développement africains anglophones. Ces séminaires régionaux ont porté sur les disciplines multilatérales en matière de subventions, les mesures commerciales correctives contingentes, les obligations en matière de notification et le règlement des différends.
- d) Le personnel de la Division a effectué quatre missions d'assistance technique concernant les enquêtes en matière antidumping au Pérou, en Équateur, au Paraguay et en Égypte.
- e) La Division a organisé un séminaire en Thaïlande sur les disciplines multilatérales en matière de subventions.
- f) Les Membres de la Division ont, selon les besoins, fait des exposés sur la lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires, les sauvegardes ainsi que les entreprises commerciales d'État dans le cadre de programmes de formation régionaux, organisés par la Division de la coopération technique en coopération avec d'autres organisations internationales. Ces activités ont eu lieu en Autriche (en collaboration avec l'Institut mixte de Vienne, et à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale et des pays d'Asie centrale), au Qatar (en collaboration avec la

Banque islamique de développement, et à l'intention de ses Membres) et au Burkina Faso (en collaboration avec la Banque islamique de développement, et à l'intention des pays africains francophones). Le personnel de la Division a également fait des exposés dans le domaine des règles dans le cadre de programmes par pays, organisés par la Division de la coopération technique à Singapour et en Corée.

- g) Des fonctionnaires de la Division ont fait une douzaine d'exposés dans le cadre des cours de politique commerciale de l'OMC sur la lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires, les sauvegardes et les entreprises commerciales d'État. À la demande de la Division de la coopération technique, ils ont également fait des exposés plus brefs sur ces thèmes et sur les obligations en matière de notification devant des délégations envoyées à Genève par les administrations nationales de pays Membres ou par des pays en voie d'accession, et des représentants individuels de pays Membres, ainsi que par vidéoconférence à l'intention de groupes réunis en d'autres lieux (par exemple dans le cadre du cours de formation à la politique commerciale de l'OEA à l'intention des négociateurs d'accords de libre-échange).
 - h) Le personnel de la Division a poursuivi ses travaux sur les chapitres du manuel destiné aux responsables de la lutte contre le dumping consacrés au dommage et au dumping/à la procédure.
 - i) De plus, le personnel a travaillé à l'élaboration de bases de données par division sur les décisions prises en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Ces bases de données ont permis à la Division de répondre aux nombreuses demandes formulées chaque mois par les délégations, la Direction et les autres divisions, et nécessitant d'effectuer des recherches ciblées.
 - j) Les membres de la Division ont continué de participer à l'élaboration de la nouvelle édition de l'Index analytique, à paraître prochainement.
- iii) Fournir des secrétaires et des juristes aux groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'OMC qui ont à connaître de questions relevant des accords dans le domaine des règles; épauler les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/37, page 96, objectifs iv) et vi)):
- Une part importante et en progression constante des activités de la Division a trait au règlement des différends. Globalement, environ la moitié de l'ensemble des groupes spéciaux chargés du règlement des différends à l'OMC relève du domaine des règles. La Division a fourni des secrétaires et des juristes pour 15 groupes spéciaux établis ou en exercice en 2000, a fourni un secrétaire pour un groupe spécial et a apporté des contributions de fond aux travaux des autres groupes spéciaux. Les travaux des groupes spéciaux ont donné lieu pour la Division à plus de 40 réunions avec les membres des groupes spéciaux et avec les parties, dont la plupart ont duré plusieurs jours. À la demande des membres des groupes spéciaux, le travail de la Division a également consisté à préparer de nombreuses notes et documents de discussion concernant diverses questions à examiner et à régler, ainsi qu'à rédiger et à élaborer des parties descriptives et des rapports.

- Des rapports ont été publiés pour les groupes spéciaux dans les affaires suivantes: Canada – Automobiles (la plus grande partie du travail a été achevée en 1999); *États-Unis – Sauvegarde sur le gluten de froment*; *Mexique – Sirop de maïs à haute teneur en fructose*; *Thaïlande – Droits antidumping sur les poutres en acier en H*; *Guatemala – ciment II*; *CE – Linge de lit*; *États-Unis – Mesures de sauvegarde concernant la viande d'agneau*; *États-Unis – Acier inoxydable en provenance de Corée*. Des rapports ont également été publiés pour les groupes spéciaux concernant la mise en œuvre dans les affaires suivantes: *Australie – Cuir*; *Canada – Aéronefs*; *Brésil – Aéronefs* et *États-Unis – DRAM* (résumé uniquement, étant donné que le Groupe spécial a suspendu ses travaux juste avant la publication du rapport intérimaire).
 - Des travaux ont commencé ou sont en cours dans les groupes spéciaux pour les affaires suivantes: *États-Unis – Mesures antidumping appliquées aux produits en acier en provenance du Japon*; *États-Unis – Restrictions à l'exportation comme des subventions* et *États-Unis – Tubes et tuyaux*, ainsi que pour les groupes spéciaux concernant la mise en œuvre dans les affaires *États-Unis – Sociétés de ventes à l'étranger* et *Mexique – Sirop de maïs à haute teneur en fructose*. En 2000, le personnel de la Division a également aidé les Membres à constituer huit groupes spéciaux.
- iv) Participer au "processus de mise en œuvre" après Seattle; épauler la direction générale et les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/37, page 96, objectifs vii) et vi)):
- Le personnel de la Division a participé de manière importante aux aspects du "processus de mise en œuvre" liés aux règles en ce qui concerne les nombreuses propositions de mise en œuvre dans le domaine des mesures antidumping et des subventions. À cet égard, la Division a participé à un grand nombre de réunions internes et de réunions avec les délégués, a assuré le secrétariat des consultations entre les Membres, a analysé les propositions, conseillé la Direction, participé à l'élaboration des notes du Président, et aidé la Direction et les Membres à concevoir des approches concernant la mise en œuvre et à présenter des propositions sur le texte d'éventuelles décisions du Conseil général sur les questions relatives aux règles.
- v) Autres:
- Des membres de la Division ont participé, en tant qu'observateurs, à des réunions du Groupe conjoint des échanges et de la concurrence et du Groupe des participants à l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation de l'OCDE.

Division des statistiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	3 134 900	3 061 980	72 920
	Personnel temporaire	215 850	139 346	76 504
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	46 500	51 723	(5 223)
	Matériel non durable	350	245	105
	Services contractuels			
	Bureautique	142 270	50 539	91 731
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique	26 850	26 822	28
	Frais de représentation et de réception			
	Divers			
	Organes des Nations Unies			
Total		3 566 720	3 330 655	236 065

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des statistiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

1. Maintenir et améliorer le service statistique central fourni aux Membres de l'OMC et au Secrétariat:
 - i) Développer et améliorer, sur les plans quantitatif et qualitatif, les statistiques de l'OMC sur le commerce et les questions connexes:
 - Des améliorations ont été apportées aux séries statistiques de base de la Division. Par exemple, les données globales sur les exportations et les importations par pays remontent maintenant jusqu'en 1948; les séries par pays et produits, ainsi que la matrice du commerce mondial des marchandises par grandes régions (pays développés, en développement, en transition) et principaux groupes de produits, jusqu'en 1980; le total des exportations par principales régions et par groupes de produits, jusqu'en 1970.
 - La Division a renforcé l'aspect analytique de la version 2000 du rapport annuel de l'OMC sur les Statistiques du commerce international, grâce à des améliorations d'ordre méthodologique, par exemple en établissant l'estimation régionale pour l'Afrique à partir des données de la matrice du commerce des marchandises, et grâce à l'ajout, en collaboration avec la Division de la recherche et de l'analyse économiques, d'un résumé de l'évolution du commerce mondial.
 - ii) Fournir des renseignements de base destinés aux rapports, aux études, aux documents; fournir des conseils techniques d'experts:
 - Des renseignements et un soutien technique lié aux droits de douane ont été fournis aux autres divisions, notamment la Division du développement (étude sur les PMA, processus au titre de l'article 24), la Division de l'agriculture (traitement tarifaire des produits agricoles présentant un intérêt pour les pays en développement Membres, un document décrivant les utilisations potentielles de la Base de données intégrée (BDI) et de la base de données des listes tarifaires codifiées (LTC) dans le domaine de l'agriculture). Une matrice du commerce mondial de l'ensemble des produits agricoles (définition de l'Accord sur l'agriculture) a également été élaborée.
 - Des conseils techniques et l'appui d'experts, qui sont nécessaires aux activités liées à la BDI et à la LTC, ont été régulièrement fournis au Comité de l'accès aux marchés. S'agissant du commerce des services, des renseignements de base, notes, conseils et appui techniques ont été fournis au Conseil du commerce des services et au Groupe de travail sur les règles de l'AGCS.
 - La Division a également effectué un grand nombre de simulations pour le Comité du budget, des finances et de l'administration, afin de revoir la méthode d'évaluation des contributions des Membres de l'OMC au budget de l'organisation, et a épaulé le Groupe de travail spécial du Comité.
 - Le soutien statistique fourni dans d'autres domaines a notamment consisté à faire des simulations sur le système de rémunération au mérite, à établir des statistiques pour le

rapport sur la répartition par sexe et le rapport sur la représentation géographique demandés par le Directeur général, et à fournir une assistance pour les calculs nécessaires au rapport d'arbitrage sur les programmes de financement à l'exportation des aéronefs du Brésil. La Division a en outre organisé et présenté un séminaire sur les statistiques du commerce à l'intention du personnel de l'OMC.

- La Division a continué de fournir en temps opportun des statistiques et une assistance aux utilisateurs en général soit directement, soit par le biais d'autres divisions, soit encore par voie électronique aux adresses suivantes: statistics@wto.org et idb@wto.org.
- iii) Et assurer la maintenance et le développement des diverses bases de données sur le commerce et liées à la politique commerciale:
- Les travaux liés à la BDI en 2000 ont eu pour principal objectif d'améliorer la participation à la BDI et de la rendre plus exhaustive. La Division a aidé le Comité de l'accès aux marchés à examiner la participation à la BDI et les activités d'assistance technique s'y rapportant grâce à une série de documents de base. En 2000, sept nouveaux participants ont communiqué des données à la BDI. Cent vingt-cinq dossiers de pays ont été ajoutés à la base de données. De nouvelles améliorations ont été apportées aux modalités de traitement des données.
 - Les travaux de traitement des listes de 100 pays en développement Membres à inclure dans la nouvelle base de données des listes tarifaires codifiées, financés par le Royaume-Uni, ont été achevés dans le délai fixé. Le projet a ensuite été étendu en vue d'inclure davantage de Membres et de créer de nouvelles procédures pour relier les renseignements de la base de données LTC aux renseignements de la BDI. La Division a fourni des conseils et un soutien techniques aux Membres développés qui préparaient leurs propres dossiers pour la base de données. À la demande des Membres, des modèles ont été élaborés en vue d'intégrer des engagements spécifiques dans l'agriculture (contingents tarifaires, subventions à l'exportation) dans la base de données LTC. Le traitement des engagements des pays en développement Membres dans le secteur de l'agriculture a débuté en novembre 2000.
- iv) Fournir une assistance technique en rapport avec la Base de données intégrée (rédaction des communications et utilisation des données), en ce qui concerne la compilation des statistiques sur le commerce des services, et dans d'autres domaines lorsqu'il est fait appel aux compétences de la Division:
- Les activités liées à la BDI ont été les suivantes: mission à la Barbade, participation à un atelier régional de l'OMC, dix ateliers et séminaires à Genève à l'intention des délégués et des experts nationaux, introduction d'un module sur la BDI dans le cours de politique commerciale de l'OMC, présentation de la BDI et de la LTC aux PMA au cours de la Semaine de Genève, et présentation interactive de la BDI pour le cybercafé de l'OMC à Libreville.
 - Un expert de la Division a également participé au séminaire de l'OMC sur les statistiques du commerce international des services.

v) Améliorer la diffusion de l'information:

- La Division a élaboré et mis en œuvre une politique de diffusion de la BDI basée sur Internet, et a progressivement instauré la publication semestrielle d'un CD-ROM sur la BDI. Des outils destinés à aider les Membres à analyser les renseignements de la BDI ont été élaborés et diffusés. Ce travail se poursuit.
- Une nouvelle page sur les Statistiques a été créée pour le site Web de l'OMC.
- La version papier des "Statistiques du commerce international" a été publiée à la date prévue, et le CD-ROM est paru peu après. Le rapport complet a également été diffusé pour la première fois sur le site Web de l'OMC.

2. Favoriser la coopération internationale

i) Continuer de participer activement aux travaux des groupes de travail chargés d'examiner le commerce international (des marchandises) et celui des services, et aux travaux d'autres enceintes selon le cas:

- La réunion annuelle de l'Équipe spéciale interinstitutions chargée des statistiques du commerce international a été organisée et présidée par l'OMC. L'OMC a également été représentée dans d'autres réunions internationales sur les statistiques, portant principalement sur la coordination et la coopération entre organisations. La coopération a été améliorée en ce qui concerne la collecte, la compilation et la diffusion de renseignements sur le commerce, principalement entre les grands fournisseurs, à savoir la Division de statistique de l'ONU, le FMI et l'OCDE. L'OMC, le CCI et d'autres institutions davantage axées sur les utilisateurs s'efforcent d'obtenir encore des améliorations dans ce domaine.
- Des membres de la Division ont participé aux débats intenses au sein de l'Équipe spéciale chargée des statistiques du commerce international des services ainsi que dans d'autres instances afin de mettre au point le Manuel sur les statistiques du commerce international des services.
- Le personnel a également participé à des réunions internationales, telles que la Conférence des statisticiens européens, des séminaires de l'IIS à l'intention des chefs statisticiens et les réunions sur le commerce des filiales étrangères, etc.
- La Division a donc entretenu des contacts suivis avec la communauté internationale des statisticiens, dans l'intérêt de nos utilisateurs.

3. Améliorer le fonctionnement de la Division des statistiques:

ii) Améliorer et rationaliser plus encore les méthodes de travail en recourant aux solutions appropriées en matière de technologie de l'information et maximiser l'utilisation des ressources limitées:

- La Division a commencé à élaborer un système de gestion de l'information pour la BDI. Dans l'ensemble de la Division, de nouveaux outils de traitement électronique de l'information et des bases de données internes ont été mis en place. L'élaboration des tableaux, élément qui requiert le plus de temps dans le rapport sur les Statistiques du commerce international, a été davantage rationalisée.

- Le projet de base de données de contact entre divisions, qui est une activité d'équipe, a été relancé.
- iii) Entreprendre des activités de développement du personnel de manière à améliorer les capacités de gestion du temps, de supervision et de communication:
- Des activités de formation technique ont été organisées à l'intention d'un certain nombre de membres du personnel.
 - Pour des raisons budgétaires, il n'a pas été possible d'organiser des activités de formation générale, en dépit des demandes formulées en ce sens.

Division de la coopération technique

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	2 228 500	2 228 524	(24)
	Personnel temporaire	98 000	137 579	(39 579)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	49 200	53 730	(4 530)
	Matériel non durable	0	3 735	(3 735)
	Services contractuels			
	Bureautique	9 100	4 556	4 544
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique	719 000	717 506	1 494
	Frais de représentation et de réception	1 000	402	598
Total		3 104 800	3 146 032	(41 232)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la coopération technique

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Aider les pays bénéficiaires à participer plus pleinement au système de commerce multilatéral par la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des capacités institutionnelles et une meilleure sensibilisation du public au système commercial multilatéral:
- Une stratégie en matière d'assistance technique à l'OMC a été établie et est actuellement examinée par le CCD (WT/COMTD/W/78).
 - Un cadre pour le suivi et l'évaluation des activités de coopération technique de l'OMC a été mis au point et accepté par le CCD (WT/COMTD/W/73).
 - Au titre du suivi et de l'évaluation, un manuel à l'usage du personnel du Secrétariat de l'OMC concerné par les activités d'assistance technique a été élaboré et accepté par le CCD (WT/COMTD/W/74).
 - Le Plan triennal de coopération technique de l'OMC pour la période allant de 2001 à 2003 a été établi (WT/COMTD/W/79/Rev.1). Cette première version est une simple énumération des besoins identifiés par les pays qui ont répondu au questionnaire sur les besoins en matière d'assistance technique. Une version actualisée sera établie qui comprendra les résultats des discussions menées avec les divisions de l'OMC, les Secrétariats des organisations sous-régionales, les missions basées à Genève, etc.
 - Un rapport sur les activités d'assistance technique menées en 1999 a été rédigé en mai 2000 à l'intention du CCD (WT/COMTD/W/70).
 - Le budget ordinaire pour l'assistance technique (à l'exclusion des cours de politique commerciale de trois mois) a été doublé et s'élèvera donc à 1,5 million de FS à compter de 2001; il comprend les fonds correspondant à quatre postes relatifs à l'assistance technique qui seront créés dans différentes divisions de l'OMC.
 - Un "Guide des sources d'assistance technique liée au commerce" a été publié sur CD-ROM et sur support papier. Ce guide, outre qu'il répond à l'objectif immédiat qui est d'offrir une source de références unique aux éventuels bénéficiaires de l'assistance technique liée au commerce, contribuera aussi à assurer une coordination et une coopération adéquates entre les divers fournisseurs de ce type d'assistance. Il contient quatre chapitres: le premier expose les principales caractéristiques de l'assistance technique fournie par l'OMC; le deuxième recense les programmes conjoints auxquels l'OMC participe; et les deux derniers chapitres répertorient d'autres sources d'assistance technique liée au commerce selon trois catégories: organisations multilatérales, organisations régionales et assistance bilatérale.
 - Une Conférence ministérielle africaine sur l'OMC s'est tenue du 13 au 15 novembre 2000 à Libreville. Ses objectifs étaient les suivants:
 - a) Rétablir la confiance de l'Afrique à l'égard du système commercial multilatéral et la sensibiliser davantage à la nécessité de participer plus activement aux travaux de l'OMC.

- b) Accroître les compétences, en particulier pour la préparation des négociations commerciales en cours et à venir.
 - c) Renforcer le réseau de contacts entre les représentants africains chargés des questions commerciales et les organisations internationales et régionales travaillant dans le domaine du commerce.
- Pour permettre aux délégués de maîtriser rapidement les différents Accords de l'OMC pendant la Conférence ministérielle africaine de Libreville en novembre 2000, le Secrétariat de l'OMC avait élaboré un résumé de chacun des Accords. Cette initiative a été bien accueillie par les délégués présents à la conférence et ces résumés font désormais partie de la documentation courante de l'OMC.
 - Deux jours de réflexion sur les activités d'assistance technique de l'OMC ont été organisés les 18 et 19 juillet 2000 à la demande des Membres afin d'examiner ces activités compte tenu des objectifs fixés et des besoins liés au renforcement des capacités en rapport avec les Accords de l'OMC, et d'apporter une contribution positive aux discussions menées au sein même du CCD.
 - Plusieurs mémorandums d'accord ont été signés en vue de renforcer la collaboration entre les Secrétariats d'organisations sous-régionales et le Secrétariat de l'OMC en ce qui concerne la fourniture de l'assistance technique.
 - Plusieurs mémorandums d'accord ont aussi été signés en ce qui concerne les contributions volontaires pour le financement de l'assistance technique. La grande majorité de ces fonds ont été affectés à des pays bénéficiaires et/ou à des accords/sujets déterminés.
- ii) Fournir une coopération technique sous forme d'activités de formation, de missions consultatives, de séminaires et d'ateliers nationaux ou régionaux et/ou de notes techniques sur des questions intéressant les pays bénéficiaires:
- En 2000, 396 activités d'assistance technique ont été menées, dont 90 en faveur de PMA.
 - L'évolution vers des missions plus spécialisées, observée les années précédentes, s'est poursuivie, comme l'a confirmé le nombre de missions entreprises par des divisions de l'OMC autres que la Division de la coopération technique. Au cours des cinq dernières années, la situation a changé radicalement: en 1995, la Division a mené à bien à peu près 70 pour cent de l'ensemble des missions effectuées, contre seulement un tiers en 2000. Nonobstant cette évolution, le nombre des missions entreprises par la Division, à l'exclusion de celles en faveur des PMA, a presque doublé.
 - Les mémorandums d'accord conclus ont commencé à porter leurs fruits puisque la CEA, la CESAP et le JVI ont été chargés de l'organisation, de la sélection, conjointement avec l'OMC, des participants et de toutes les questions de logistique concernant les séminaires régionaux. Une telle collaboration existe déjà avec l'INTAL (qui relève de la Banque interaméricaine de développement) depuis quelques années.

- Des cours de politique commerciale de courte durée, de deux semaines contre trois pour les cours ordinaires, ont été institués, le but étant de se concentrer davantage sur les accords qui présentent un intérêt pour les participants originaires de régions spécifiques ainsi que de réduire les dépenses. Par ailleurs, les hauts fonctionnaires sont peut-être plus disponibles pour participer à des cours de moindre durée.
- Un projet associant l'examen des politiques commerciales et l'assistance technique a commencé à être mis en œuvre dans le but de mieux intégrer dans le processus de planification de l'assistance technique les besoins de formation qui apparaissent lors des examens des politiques commerciales.
- Pour la première fois, il a été largement fait appel aux techniques d'enseignement à distance par visioconférence, à la fois pour les cours de politique commerciale de courte durée organisés aux sièges du Secrétariat de la Communauté andine, du Secrétariat du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale et de l'Institut commun de Vienne, et pour le cycle autonome de six visioconférences sur les questions relatives à l'OMC retransmises en temps réel dans neuf pays d'Amérique latine.
- Vingt-sept Centres de référence de l'OMC ont été établis en 2000 pour aider à améliorer le cadre institutionnel et appuyer les systèmes d'information commerciale des pays les moins avancés et des pays en développement. Le nombre total de Centres de référence de l'OMC est donc passé à 95 au 31 décembre 2000. La majorité des Centres établis en 2000 se trouvaient dans des institutions régionales ou sous-régionales. En mai 2000, un sondage a été effectué pour évaluer l'efficacité et l'utilité des Centres de référence de l'OMC.
- Trois forums en ligne sur des questions commerciales présentant un intérêt pour les pays en développement ont été organisés en 2000, avec la participation d'utilisateurs du monde entier, principalement de PMA et d'autres pays en développement.
- Lorsque des activités d'assistance technique sont entreprises, tout est fait désormais pour que la presse les couvre. Ces missions offrent la possibilité de répondre aux questions concernant l'OMC et les faits nouveaux récents, et d'expliquer le rôle de l'OMC dans le processus de mondialisation ainsi que les droits et obligations des pays Membres.
- Afin de passer d'une approche de type "conférences" à une optique de "formation", comme le recommande le document sur la stratégie en matière d'assistance technique de l'OMC, on a eu davantage recours aux études de cas et aux exercices de simulation en insistant sur l'interactivité et en utilisant plus fréquemment des modules de questions et réponses plus longs.
- En 2000, l'accent a aussi été davantage mis sur l'évaluation en douane, si l'on considère le nombre de missions entreprises dans des pays bénéficiant de la période de transition de cinq ans, ainsi que sur la Base de données intégrée (BDI), qui est un outil extrêmement utile pour les Membres pendant les négociations.

iii) Des avis juridiques seront aussi fournis en vertu de l'article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends:

- En 2000, plusieurs demandes ont été présentées par des pays en développement, notamment les suivants:
 - a) Thaïlande, dans le cadre des consultations au sujet de l'imposition de droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne.
 - b) Nicaragua, pour sa contribution au sujet de l'imposition de mesures affectant les importations en provenance de Colombie.
 - c) Argentine, dans le cadre des consultations au sujet de l'imposition de mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures.
 - d) Nicaragua, dans le cadre des consultations au sujet de l'imposition de mesures affectant les importations en provenance du Honduras.
 - e) Malaisie, dans le cadre des consultations au sujet de l'établissement d'un groupe spécial de la mise en œuvre au titre de l'article 21:5 pour examiner la mise en œuvre de la décision sur l'interdiction à l'importation des crevettes imposée par les États-Unis.
 - f) Brésil, dans le cadre des consultations au sujet des mesures visant l'exportation des aéronefs civils.
 - g) Équateur, dans le cadre de sa demande d'établissement d'un groupe spécial de la mise en œuvre au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
 - h) Chili, dans le cadre des consultations avec l'UE au sujet des restrictions imposées par le Chili à l'accès des navires de pêche espagnols aux ports chiliens.
 - i) Argentine, dans le cadre des consultations au sujet des mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis.
 - j) Argentine, dans le cadre des consultations au sujet de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.
- Depuis 1995, la Division de la coopération technique a traité 75 demandes d'avis juridiques. L'aide a notamment consisté à fournir aux pays des avis sur leurs droits et obligations au regard des Accords de l'OMC; à déterminer si un Membre était en mesure d'engager une action ou de défendre une cause avec succès au titre d'un des Accords visés; à entreprendre des recherches juridiques; et à émettre des observations sur les communications établies par les juristes des Membres.

- iv) Un certain nombre d'activités seront menées en coordination avec d'autres organisations internationales, principalement la CNUCED et le CCI, mais aussi la BID, la Banque mondiale, le FMI et d'autres, éventuellement, dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, en vue d'obtenir des résultats notables et durables ainsi que des synergies grâce à une utilisation optimale des ressources:
- Sur les 306 activités d'assistance technique entreprises en 2000 en faveur des pays en développement et des économies en transition (à l'exclusion des PMA), 107 ont été menées conjointement avec d'autres institutions et/ou par d'autres institutions avec la participation de l'OMC. La plupart de ces activités ont été menées avec la CNUCED, le CCI, la BID et les institutions régionales des Nations Unies.

Division des textiles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	610 600	600 890	9 710
	Personnel temporaire	5 000	2 268	2 732
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	0	175	(175)
	Matériel non durable	0	69	(69)
	Services contractuels			
	b) Bureautique	1 800	369	1 431
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	13 000	12 984	16
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	200	0	200
	Divers			
Total		630 600	616 755	13 845

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des textiles

Réalisation des objectifs de la Division des textiles fixés pour 2000

- i) Fournir une assistance technique et des conseils concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) aux Membres de l'OMC et aux pays candidats à l'accession:
 - Des consultations ont été menées avec un certain nombre de pays en développement Membres intéressés, et des renseignements techniques leur ont été fournis, concernant les dispositions et le fonctionnement de l'ATV. Cette assistance a porté également sur des activités relevant d'autres accords (par exemple, règles d'origine, antidumping, etc.) en relation avec:
 - a) leur préparation et leur participation aux sessions du Conseil général sur les questions liées à la mise en œuvre;
 - b) l'élaboration de notifications concernant les produits à intégrer lors de la troisième étape (à notifier à l'OSpT d'ici à la fin de 2000); et
 - c) les progrès accomplis dans le processus d'intégration au titre de l'ATV; ce que l'on pouvait escompter pour les années restantes (2001-2004); et, à plus long terme, l'évolution possible de la structure des échanges après 2004.
 - Des discussions ont également eu lieu avec les pays candidats à l'accession concernant les droits et obligations découlant de l'ATV.
- ii) Contribuer aux tâches du secrétariat de l'Organe de supervision des textiles:
 - Un fonctionnaire de la Division des textiles remplit les fonctions de secrétaire de l'OSpT. D'autres fonctionnaires de la Division apportent également un soutien à cet organe. L'OSpT s'est réuni onze fois en 2000, souvent pendant une durée de deux ou trois jours.
- iii) Fournir les services nécessaires aux groupes spéciaux chargés du règlement des différends, en coopération avec la Division des affaires juridiques:
 - En 2000, deux procédures de groupe spécial directement liées à l'ATV ont été engagées. L'une a été suspendue pendant la phase de sélection du groupe spécial; la deuxième, en revanche, s'est poursuivie et devrait s'achever en 2001. La Division a aussi suivi de près les travaux des groupes spéciaux concernant des textiles et des vêtements auxquels des mesures de politique commerciale étaient appliquées au titre d'autres accords multilatéraux.
- iv) Maintenir des contacts étroits avec les autres divisions de l'OMC et participer aux activités de formation et de coopération technique de l'OMC:
 - La Division a maintenu des contacts avec les autres divisions pour ce qui était des activités courantes concernant les textiles. Elle a eu en particulier des relations avec la Division des conférences ministérielles au sujet des sessions du Conseil général concernant la mise en œuvre.

- Dans le cadre du programme de maintien d'une base de connaissances actualisée et globale, une liaison particulièrement étroite a été assurée avec la Division de l'accès aux marchés (règles d'origine et droits de douane visant les textiles et débats au sein du CCM, qui supervise la mise en œuvre de l'ATV), et la Division des règles (antidumping, subventions et sauvegardes visant les textiles).
 - La Division des textiles a participé aux cours de politique commerciale organisés par la Division de la formation en faisant des exposés sur les dispositions et le fonctionnement de l'ATV ainsi que sur l'évolution du commerce international des textiles et des vêtements.
 - Dans le domaine de la coopération technique, la Division des textiles a participé en 2000 à un séminaire régional et à un séminaire national en Afrique, à un séminaire national en Asie, à un séminaire régional à Genève et à une conférence d'une organisation intergouvernementale. Le séminaire régional, auquel ont participé 12 pays d'Afrique de l'Ouest, s'est tenu à Ouagadougou et a été organisé en coopération avec la Banque islamique de développement. Les séminaires nationaux ont eu lieu à Maurice et en Inde. À Genève, le séminaire sur l'ATV a été organisé par le CCI et a rassemblé les pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest. La conférence du Comité consultatif international du coton, tenue en Australie, a réuni des représentants de 24 pays en développement et PMA. La Division des textiles a aussi pris part à des ateliers tenus dans le cadre de la Réunion des Ministres africains à Libreville (Gabon).
- v) Maintenir une vaste base de connaissances sur les faits nouveaux survenant dans le commerce mondial des textiles et des vêtements et les politiques et mesures adoptées par les gouvernements dans ce domaine:
- Outre ses responsabilités particulières liées à la mise en œuvre de l'ATV, la Division des textiles maintient une vaste base de connaissances sur les politiques commerciales et les politiques économiques et sociales nationales des pays qui pratiquent le commerce des textiles. En 2000, les informations pertinentes ont été recueillies de plus en plus à partir de sources Internet ainsi que dans les publications officielles, magazines commerciaux, journaux, etc., traditionnels. Les statistiques commerciales ont été compilées et interprétées de manière à faire apparaître les modifications de la structure des échanges ayant une incidence pour les Membres et sont destinées à être utilisées dans l'ensemble des activités susmentionnées de la Division.
- vi) Fournir des informations et des conseils aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux associations professionnelles et aux milieux universitaires:
- En 2000, la Division a collaboré avec des organisations intergouvernementales (CCI, CNUCED, FAO, BITV, CCIA) à la fois pour traiter des questions relatives au commerce des textiles en général et pour participer à des séminaires de coopération technique. Elle a également collaboré étroitement avec des organisations du secteur privé, en participant à la réunion de la Fédération internationale des industries textiles, afin d'informer les membres de l'évolution de la mise en œuvre de l'ATV et des activités générales de l'OMC. La Division a entretenu des contacts avec des universitaires, en présentant ses observations sur les documents qu'ils élaboraient et en échangeant des points de vue sur l'évolution dans le cadre de l'ATV.

Organe de supervision des textiles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Année de travail*	Traitements	305 200	305 237	(37)
	Personnel temporaire	10 200	4 751	5 449
B. Dépenses d'administration	Matériel durable			
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	6 300	6 278	22
	Missions de coopération technique	5 000	0	5 000
	Frais de représentation et de réception	17 000	16 573	427
Total		343 700	332 839	10 861

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur

Organe de supervision des textiles

Évaluation de la réalisation de l'objectif fixé pour 2000

- i) "Veiller à ce que l'Organe de supervision des textiles (OSpT) fonctionne de manière efficace en lui accordant une assistance complète pour la supervision de la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), l'examen de toutes les mesures prises au titre de l'ATV ainsi que de leur conformité avec celui-ci et pour l'adoption des mesures requises par l'ATV":
- En tant qu'organe permanent, l'OSpT se réunit selon qu'il est nécessaire pour s'acquitter des fonctions qui lui incombent en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV). En 2000, l'OSpT s'est réuni onze fois. Toutes les questions qu'il a examinées étaient liées à la supervision de la mise en œuvre de l'ATV et à l'examen des mesures prises en vertu de l'ATV ainsi que de leur conformité avec celui-ci. À cet égard, il convient de mentionner tout particulièrement huit mesures de sauvegarde transitoires, dont l'OSpT a été saisi parce qu'elles faisaient l'objet de différends entre les Membres concernés. Comme prévu, l'OSpT les a toutes examinées de manière détaillée, a établi des conclusions et a formulé les recommandations appropriées. S'agissant de ces questions ainsi que de toutes les autres questions qu'il a examinées, une assistance complète a été accordée à l'OSpT pour la préparation et le suivi des réunions ainsi que pendant les réunions.
- ii) "Aider l'OSpT à préserver et à accroître encore la transparence en ce qui concerne les questions liées à ses activités, en particulier en donnant une justification détaillée de ces constatations et recommandations dans ses rapports":
- Toutes les actions de l'OSpT ont été justifiées moyennant l'indication, dans ses rapports, des raisons qui l'avaient conduit à formuler ses constatations, conclusions et, le cas échéant, recommandations. Une attention particulière a été accordée aux différends: les rapports les concernant adoptés par l'OSpT indiquent de façon détaillée les faits en cause, la position des diverses parties, les différentes étapes de l'examen de l'OSpT ainsi que son raisonnement et les constatations qui lui ont permis d'établir ses conclusions et recommandations. Tous ces rapports ont été examinés et adoptés sur la base des projets détaillés présentés à l'OSpT.

Division du commerce et de l'environnement

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 081 500	1 077 725	3 775
	Personnel temporaire	26 500	8 723	17 777
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	12 000	10 680	1 320
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	32 800	32 052	748
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	426	574
	Divers			
	Autres/ISO	64 000	63 465	535
Total		1 217 800	1 193 071	24 729

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce et de l'environnement

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

1. Obstacles techniques au commerce

- i) Assurer le secrétariat du Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC):
 - Pendant l'année 2000, le Comité OTC a tenu cinq réunions formelles et achevé le deuxième examen triennal de l'Accord OTC. Le Secrétariat a établi des documents et des rapports pour ces réunions, en plus des notifications reçues quotidiennement des Membres. En 2000, un total de 624 notifications ont été publiées.
- ii) Assurer le secrétariat du Groupe de travail des obstacles techniques au commerce, si le Comité OTC en décide ainsi:
 - Des consultations spéciales ont été organisées en préparation du deuxième examen triennal, et un atelier sur l'assistance technique et le traitement spécial et différencié dans le contexte de l'Accord a eu lieu dont l'objectif était de promouvoir l'échange de renseignements et de faciliter les débats entre les Membres et les organisations internationales et régionales pertinentes.
- iii) Fournir une assistance technique aux Membres de l'OMC:
 - Le Secrétariat a organisé onze séminaires d'assistance technique liée aux OTC avec la coopération d'organismes internationaux, régionaux et nationaux pertinents, et y a participé. Afin de poursuivre la mise en œuvre de la disposition de l'Accord relative à la transparence, le Secrétariat a commencé à envoyer par courrier électronique aux autorités désignées des pays en développement Membres les notifications concernant les produits qui présentaient pour eux un intérêt particulier.
- iv) Assurer le secrétariat des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et des groupes de travail chargés des accessions qui examinent des aspects de l'Accord OTC:
 - La Division a fourni des services de secrétariat au groupe spécial chargé du règlement du différend "Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant". Une assistance a été fournie aux pays accédants au sujet de la mise en œuvre de l'Accord OTC au cours de leur processus d'accession.
- v) Suivre les débats organisés dans d'autres organisations intergouvernementales sur des thèmes qui ont un rapport avec l'Accord OTC, en rendre compte à la direction générale et, sur demande, y apporter une contribution, et maintenir des contacts avec le secteur privé en ce qui concerne les questions d'intérêt mutuel dans ce domaine:
 - La Division a suivi les débats qui ont eu lieu dans les organismes internationaux et régionaux pertinents sur des thèmes ayant un rapport avec l'Accord OTC (par exemple, l'ISO et la CEI pour les normes internationales, l'ILAC pour l'évaluation de la conformité, l'OILM pour la métrologie, ainsi que la CEE/ONU, l'APEC et l'OCDE pour les bonnes pratiques réglementaires et les questions ayant trait aux normes), et y a apporté une contribution. Elle a également rendu compte à la direction générale de tous les faits importants intervenus au cours de ces débats.

vi) Assurer le secrétariat dans le cadre de discussions/négociations sur des questions relatives aux obstacles techniques au commerce, lors de nouvelles négociations commerciales:

- La Division a suivi les débats du Conseil général sur les questions de mise en œuvre concernant l'Accord OTC et a apporté son soutien à cet égard. Elle a également contribué à la mise en œuvre de la décision pertinente prise à cet égard.

2. Commerce et environnement

i) Assurer le secrétariat du Comité du commerce et de l'environnement (CCE):

- Le Comité s'est réuni trois fois en 2000. Le Secrétariat a organisé les réunions, en a assuré le secrétariat et a élaboré la documentation de base appropriée.

ii) Fournir, sur demande, une assistance technique aux Membres de l'OMC:

- Le Secrétariat a organisé trois séminaires régionaux à l'intention des pays en développement à Malte pour les pays méditerranéens, au Gabon pour les pays africains francophones et à Buenos Aires pour les pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale.

iii) Rendre compte à la direction générale et aux Membres de l'OMC des débats qui ont lieu dans d'autres organisations intergouvernementales, y compris la négociation et la mise en œuvre de mesures liées au commerce dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux:

- Les débats qui ont eu lieu dans et avec d'autres organisations internationales ont été organisés par le biais des séances d'information relatives aux AEM au cours de deux sessions du CCE, et ont été suivis de rapports.

iv) Maintenir et intensifier les contacts et le dialogue avec les ONG et le secteur privé en ce qui concerne les questions d'intérêt mutuel dans le domaine du commerce et de l'environnement:

- Outre les contacts réguliers qu'il a eus avec différentes ONG, le Secrétariat a participé activement à différentes réunions organisées par le PNUE. De plus, l'un des trois séminaires régionaux mentionnés plus haut a coïncidé avec une réunion pour les ONG organisée par le Centre international de commerce et de développement durable (CICDD).

v) Aider à la mise en œuvre, par le CCE, des recommandations du rapport du CCE à la Conférence ministérielle de Singapour et du programme de travail qui en a résulté:

- Aucun accord particulier n'a été conclu au CCE en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations figurant dans le Rapport de Singapour. Cependant, il a été débattu aux réunions ordinaires des éléments contenus dans le programme de travail.

vi) Renforcer la coopération avec les secrétariats des accords environnementaux multilatéraux:

- À côté des séances d'information ayant eu lieu au CCE sur les travaux effectués dans le cadre des différents accords environnementaux régionaux, le Secrétariat a invité les secrétariats des AEM pertinents à apporter leurs contributions aux séminaires régionaux organisés pour les pays en développement.

- vii) Assurer le secrétariat des groupes spéciaux chargés du règlement des différends:
- La Division du commerce et de l'environnement a assuré le secrétariat de trois groupes spéciaux chargés du règlement des différends en 2000.
- viii) Assurer le secrétariat dans le cadre de discussions/négociations sur des questions relatives à l'environnement, lors de nouvelles négociations commerciales:
- Aucune négociation sur des questions relatives à l'environnement n'a eu lieu à l'OMC en 2000.

3. Divers

- i) Maintenir et intensifier les contacts et le dialogue avec les organisations intergouvernementales et en rendre compte à la direction générale et aux Membres de l'OMC:
- Outre les contacts et le dialogue entretenus, notamment, avec le PNUE, le CCI et la CNUCED, des membres du Secrétariat ont assisté à différentes réunions des secrétariats des conventions portant sur des questions liées à l'environnement et sur le commerce. Le Secrétariat a aussi participé à la session de la Commission du développement durable à New York et à certains travaux préparatoires la concernant.
- ii) Maintenir et intensifier les relations avec l'OIT et en rendre compte régulièrement à la direction générale:
- Le Secrétariat a assisté aux réunions ordinaires de l'OIT, qu'il s'agisse de celles du Conseil d'administration ou de celles des groupes techniques traitant des questions liées au commerce.
- iii) Si la demande lui en est faite, organiser un symposium sur les questions relatives à l'environnement et au développement durable, du type de celui qui a été organisé en mars 1999:
- Aucun symposium sur des questions relatives à l'environnement et au développement durable n'a été organisé en 2000.

Division du commerce et des finances

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	905 800	834 422	71 378
	Personnel temporaire	6 500	4 600	1 900
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	17 500	18 051	(551)
	Matériel non durable	0	15	(15)
C. Autres dépenses	Services contractuels b) Bureautique	650	757	(107)
	Missions Missions officielles	62 900	62 089	811
	Frais de représentation et de réception	1 000	559	441
Total		994 350	920 493	73 857

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce et des finances

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

i) Assurer le secrétariat de Comités:

- La Division a assuré le secrétariat de six réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, d'une réunion du Comité des MIC, et de trois réunions du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement.

ii) Assurer le secrétariat de groupes spéciaux:

- La Division a assuré le secrétariat d'un groupe spécial chargé du règlement du différend "Canada - Certaines mesures affectant l'industrie automobile" (WT/DS139 et 142).

iii) Informar la direction générale:

- La Division a préparé 50 séances d'information à l'intention de la direction générale.

iv) Activités liées aux décisions prises à la troisième Conférence ministérielle:

- Aucune.

v) Assistance technique:

- La Division a participé directement à deux missions d'assistance technique - à Lima, Pérou (investissement) et à Santiago, Chili (investissement) - et indirectement à une mission d'assistance technique à Dhaka, Bangladesh (balance des paiements). Aucune activité commune avec la CNUCED n'a été entreprise en 2000.

vi) Collaboration avec le FMI et la Banque mondiale:

- La Division a participé à trois réunions des Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale, dans le cadre du CMFI et du Comité du développement (mars, avril et septembre).

vii) Contacts avec les ONG et le secteur privé:

- La Division a rencontré de nombreuses reprises, sur une base *ad hoc*, des représentants d'ONG et du secteur privé.

Division de l'examen des politiques commerciales

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	3 018 400	3 005 874	12 526
	Personnel temporaire	8 000	31 879	(23 879)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	33 750	43 343	(9 593)
	Matériel non durable	0	60	(60)
	Services contractuels			
	b) Bureautique	9 650	757	7 893
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	212 360	206 960	5 400
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	864	136
Total		3 283 160	3 289 737	(6 577)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'examen des politiques commerciales

Évaluation concernant la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) La tâche principale de la Division EPC consiste, conformément à l'Annexe 3 de l'Accord sur l'OMC, à établir des rapports pour les réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales, au cours desquelles il est procédé à l'examen de la politique des Membres, et à en assurer le secrétariat:
 - Le programme de l'OEPC pour 2000 prévoyait 15 examens portant sur 16 Membres (dans l'ordre chronologique: Kenya, Islande, Tanzanie, Singapour, Bangladesh, Pérou, Norvège, Pologne, Union européenne, République de Corée, Bahreïn, Brésil, Japon, Suisse et Liechtenstein, Canada). Le programme a été mené à bien avec succès, tous les examens ayant eu lieu comme prévu. Chaque examen donnera lieu à une publication (soit 15 pour l'année 2000).
- ii) La Division prépare le tour d'horizon annuel du Directeur général concernant l'évolution des politiques commerciales et joue un rôle important dans l'établissement du rapport annuel de l'OMC:
 - Le tour d'horizon du Directeur général a été achevé dans les délais et la contribution de la Division au rapport annuel a été fournie comme convenu.

Division de la formation

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	791 800	727 183	64 617
	Personnel temporaire	40 000	39 618	382
B. Dépenses d'administration	Bâtiments et installations			
	Matériel durable	5 000	8 479	(3 479)
	Matériel non durable	0	60	(60)
	Services contractuels b) Bureautique	650	757	(1079)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique	17 000	15 083	1 917
	Cours de politique commerciale	1 440 000	1 252 851	187 149
	Frais de représentation et de réception	7 000	6 733	267
Total		2 301 450	2 050 764	250 686

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la formation

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- La Division a atteint ses objectifs pour 2000, sauf celui qui consistait à réactiver l'Association des anciens participants (voir le paragraphe iv)), lequel a été réalisé en février 2001 seulement. De même, le bulletin d'information prévu n'a été mis en place à ce jour que pour les participants basés à Genève. Il est prévu d'étendre la diffusion de ce bulletin aux anciens participants aux cours, dans le cadre des activités de suivi futures en vue d'atteindre ceux qui ne sont pas encore connectés électroniquement.
- La Division a mené à bien des cours de trois mois à Genève (deux en anglais, les 13^{ème} et 15^{ème}, et un en espagnol, le 14^{ème}). La participation à ces différents cours est indiquée dans la note de bas de page.³ Au milieu du cycle de deux ans, qui a débuté en janvier 2000, 47 pour cent des 154 pays et territoires pouvant en bénéficier avaient participé à un cours au moins. Dans le processus de sélection, on a également veillé en particulier à accorder des bourses aux participants qui allaient le plus vraisemblablement continuer de contribuer énergiquement aux efforts déployés par leur pays/territoire pour participer activement au système commercial multilatéral.
- Dans chaque cas, la Division s'est chargée de toute la logistique habituellement associée à la préparation et à l'administration des cours. Des cours d'informatique ont été intégrés au programme afin d'améliorer l'accès des participants à la documentation ayant trait à l'OMC (utilisation des diverses bases de données établies par le Secrétariat), de tirer le meilleur parti des Centres de référence créés par le Secrétariat dans le cadre d'un programme distinct au sein de l'administration de plus de 75 pays en développement et pays comptant parmi les moins avancés, et d'accroître le nombre de personnes participant aux forums en ligne, qui constituent aujourd'hui une activité ordinaire de la Division. Celle-ci a en outre parachevé l'élaboration du manuel de formation en trois langues, tâche qui représente à elle seule un travail considérable. Ce même manuel a été soumis à la fin de l'année 2000 à un important processus de révision interne, avec l'assistance des divisions opérationnelles concernées. Ce processus arrive à son terme.
- Le programme de cours n'aurait pu être mené à bien sans la contribution active d'experts des divisions opérationnelles de l'OMC, des autres organisations

³ 13^{ème}: Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Chine, Corée, Fidji, Grenade, Guinée, Hong Kong, Chine, Indonésie, Kenya, Malaisie, Maurice, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Samoa, Soudan, Taipei chinois, Thaïlande, Zambie.

14^{ème}: Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, MERCOSUR, Mozambique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Thaïlande, Uruguay, Venezuela.

15^{ème}: Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Bhoutan, Botswana, Burundi, Égypte, Fédération de Russie, Ghana, Guyana, Hong Kong, Chine, Malawi, Maldives, Nigéria, Oman, Philippines, Qatar, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Taipei chinois, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Vanuatu.

internationales actives dans les domaines liés à l'OMC et des diplomates spécialistes des questions commerciales qui sont intervenus à titre de conférenciers invités.

- En ce qui concerne le suivi des cours, en plus de la préparation des habituels rapports d'évaluation, la Division a consacré une attention soutenue à l'élaboration et à la mise au point d'outils d'évaluation, en veillant en particulier à inviter les pays bénéficiaires à participer à l'évaluation de l'incidence des cours. Par ailleurs, des membres de la Division de la formation ont assisté à des ateliers consacrés aux techniques d'évaluation, dont l'un était organisé par des experts de la Banque mondiale.
- Sur la base des résultats de l'étude de suivi réalisée à partir de la liste électronique des anciens participants, conduite partiellement en 1999 et partiellement en 2000, la Division a renouvelé l'expérience des forums en ligne pour des groupes déterminés et de plus en plus importants d'anciens participants. La multiplication des accès au courrier électronique dans les pays en développement a aussi permis à la Division d'envisager de multiples façons d'utiliser ce moyen de communication moderne pour maintenir et renforcer les contacts avec les anciens participants. Par exemple, ceux-ci sont de plus en plus nombreux à recevoir quotidiennement de la Division des nouvelles par courrier électronique. Celui-ci permet également de suivre la progression professionnelle des anciens participants.
- La Division est très fière non seulement d'avoir rempli ses objectifs mais également d'être allée au-delà de ce que l'on pouvait attendre, grâce à coup sûr à un personnel dévoué.
- Non seulement nous avons utilisé la totalité des 16 600 heures de travail allouées aux activités de formation, mais aussi nous avons fait appel à l'assistance de deux consultants pour des exercices de simulation sur les techniques de négociation commerciale, et de deux autres consultants, à titre temporaire, dont l'un a travaillé sur un projet de base de données et l'autre sur des études de cas pour les sessions d'examen conduites par les formateurs principaux de la Division. Les contributions extrabudgétaires apportées par la Finlande et le Canada, qui ont accueilli des voyages d'étude, et par la Suisse, qui a financé trois ateliers sur les techniques de négociation et qui a également accueilli chacun des trois groupes à Berne, ont été particulièrement appréciées.

Division du commerce des services

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 682 400	1 595 735	86 665
	Personnel temporaire	93 000	64 231	28 769
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	44 500	32 529	11 971
	Matériel non durable	0	150	(150)
	Services contractuels			
	b) Bureautique	3 850	1 150	2 700
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	33 000	31 940	1 060
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	249	751
Total		1 857 750	1 725 984	131 766

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce des services

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

Les objectifs de la Division du commerce des services pour 2000 ont été très largement atteints. Le niveau des activités a bien évidemment varié en fonction du domaine considéré; certaines ont été plus intenses que prévu, d'autres moins. Les observations suivantes peuvent être formulées au sujet des principaux domaines d'activité identifiés dans les objectifs.

1. Soutien au Conseil du commerce des services et à ses organes subsidiaires

- i) En 2000, le Conseil du commerce des services a tenu cinq réunions formelles en session extraordinaire et cinq réunions ordinaires, en plus de trois réunions extraordinaires consacrées au réexamen des exemptions de l'obligation NPF et de deux autres consacrées au réexamen de l'Annexe sur les services de transport aérien. De plus, le Conseil a tenu quatre réunions informelles consacrées au "guide" pour la première année des négociations sur les services et à la planification des réexamens prescrits:

Sessions extraordinaires du Conseil du commerce des services

- Le nouveau cycle de négociations sur les services a été lancé en janvier et a progressé de manière satisfaisante tout au long de l'année. L'accord conclu en mai 2000 sur l'élaboration d'un "guide" pour les travaux de la première année a maintenant été complété par l'adoption de lignes directrices et de procédures pour la suite des négociations.
- Réuni en sessions extraordinaires le Conseil du commerce des services a assuré le bon déroulement des négociations, y compris l'examen des propositions de négociation présentées par les Membres et l'élaboration de lignes directrices pour les négociations.
- L'évaluation du commerce des services, le traitement de la libéralisation autonome et la proposition d'ajouter une Annexe sur le tourisme à l'AGCS ont été des points régulièrement inscrits à l'ordre du jour des sessions du Conseil. La Division s'est investie dans tous les domaines d'activité du Conseil et a organisé un symposium sur les statistiques du commerce des services à titre de contribution à l'évaluation du commerce.

Travaux ordinaires du Conseil du commerce des services

- Principaux éléments des travaux ordinaires du Conseil:
 - a) Réexamen des exemptions de l'obligation NPF, effectué en quatre réunions.
 - b) Réexamen de l'Annexe sur les services de transport aérien, pour lequel des réunions extraordinaires ont été tenues en septembre et en décembre.
 - c) Adoption des procédures pour la certification de rectifications ou d'améliorations des listes d'engagements spécifiques au titre de l'article XXI de l'AGCS. Approbation du texte d'un accord de coopération entre l'Union internationale des télécommunications et l'OMC.

Travaux des organes subsidiaires

- La Division a continué de fournir un soutien au Comité du commerce des services financiers, au Groupe de travail de la réglementation intérieure, au Groupe de travail des règles de l'AGCS et au Comité des engagements spécifiques. Chacun de ces organes a tenu cinq réunions formelles au cours de l'année, en plus de réunions informelles. Le Groupe de travail des règles de l'AGCS, en particulier, a tenu un nombre important de réunions informelles sur la question des sauvegardes:
 - a) *Comité du commerce des services financiers*: surveillance de la mise en œuvre des engagements au titre du cinquième Protocole annexé à l'AGCS, et action en vue de promouvoir cette mise en œuvre, discussion sur la classification des services financiers et sur des questions relatives à la réglementation prudentielle.
 - b) *Comité des engagements spécifiques*: élaboration des procédures pour la certification de rectifications ou d'améliorations des listes; révision des lignes directrices pour l'établissement des listes; travaux sur la classification de cinq secteurs de services; établissement d'une compilation électronique des listes d'engagements au titre de l'AGCS.
 - c) *Groupe de travail des règles de l'AGCS*: poursuite des négociations sur les sauvegardes; examen de questions pouvant se poser en rapport avec les subventions; débats initiaux sur les marchés publics.
 - d) *Groupe de travail de la réglementation intérieure*: débat sur les concepts de nécessité et de transparence; examen des réponses données par des associations professionnelles au sujet de l'applicabilité de disciplines, semblables à celles qui ont été négociées pour les services comptables à leurs domaines d'activité.

2. Accessions et accords commerciaux régionaux

- La Division a contribué à l'examen d'accords commerciaux régionaux du point de vue du commerce des services et a conseillé un certain nombre de pays accédants sur la formulation des listes d'engagements au titre de l'AGCS.

3. Règlement des différends

- La Division a fourni en 1999 et en 2000 des services juridiques et des services de secrétariat au groupe spécial chargé du règlement du différend sur le Pacte de l'automobile entre les États-Unis et le Canada.

4. Assistance technique

- Les membres de la Division ont effectué près de 70 missions de coopération technique en 2000. Ils ont également participé à un grand nombre de conférences concernant les secteurs industriel et autres n'entrant pas dans le cadre de l'assistance technique mais qui sont importantes à la fois pour mieux faire connaître l'AGCS à l'extérieur et pour améliorer notre propre connaissance des industries de services.

5. Notifications

- Outre le traitement des notifications reçues, la Division a aidé des délégations à formuler leurs notifications, en particulier lorsqu'elles touchent à des questions de réglementation complexes.

Organe d'appel et son secrétariat

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 592 150	1 251 911	340 239
	Personnel temporaire	18 000	20 495	(2 495)
B. Dépenses d'administration	Communications	6 500	4 902	1 598
	Bâtiments	0	370	(370)
	Matériel durable	31 250	26 512	4 738
	Matériel non durable	17 350	6 098	11 252
	Services contractuels	15 000	8 473	6 527
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	2 000	21 047	(19 047)
	Missions			
	Missions officielles	9 000	17 525	(8 525)
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	1 000	0
	Divers			
	Membres de l'Organe d'appel	615 200	586 720	28 480
	Bibliothèque	3 100	12 663	(9 563)
	Publications	0	255	(255)
Total		2 310 550	1 957 971	352 579

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Organe d'appel et son secrétariat

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2000

- i) Permettre à l'Organe d'appel de connaître des appels concernant des rapports de groupes spéciaux et de statuer à leur sujet conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Au cours de l'année 2000, l'Organe d'appel a connu des affaires suivantes et a statué à leur sujet:

Appels:

- *États-Unis* – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" (depuis 1999).
- *États-Unis* – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni.
- *Canada* – Certaines mesures concernant l'industrie automobile.
- *Brésil* – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, recours par le Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.
- *Canada* – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils, recours par le Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.
- *États-Unis* – Loi antidumping de 1916, plainte déposée par les Communautés européennes; *États-Unis* – Loi antidumping de 1916, plainte déposée par le Japon.
- *Canada* – Durée de la protection conférée par un brevet.
- *Corée* – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée.
- *États-Unis* – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes.
- *États-Unis* – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes.

Les affaires suivantes ont fait l'objet d'un appel en 2000, et ont été reportées en 2001:

- *Communautés européennes* – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant.
- *Thaïlande* – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en acier non allié et poutrelles profilées en H en provenance de Pologne.
- *Communautés européennes* – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde.

Arbitrages:

- *Chili* – Taxes sur les boissons alcooliques.
- *Canada* – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques.
- *Canada* – Certaines mesures concernant l'industrie automobile.

Les deux arbitrages suivants ont débuté en 2000, et ont été poursuivis en 2001:

- *États-Unis* – Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur.
- *États-Unis* – Loi antidumping de 1916.

ii) Continuer à assurer de façon efficace et indépendante des services de secrétariat et d'appui pour aider l'Organe d'appel dans l'accomplissement de sa tâche:

- Étant donné le nombre croissant d'appels et d'arbitrages, le Secrétariat a continué à fournir un appui administratif et juridique à la fois efficace et indépendant à l'Organe d'appel.

iii) Gérer de manière efficace et efficiente un volume de travail en augmentation, tout en maintenant un niveau élevé de qualité dans les rapports:

- Le nombre d'appels et d'arbitrages gérés par l'Organe d'appel ou par chacun de ses Membres en 2000 montre que le secrétariat de l'Organe d'appel a géré de manière efficace et efficiente un volume de travail toujours croissant. Le niveau élevé de qualité des rapports de l'Organe d'appel et des décisions arbitrales a toujours été une priorité.
-